



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



ÉDITION 2025

UN TOUR DU MONDE DES SOLUTIONS POUR LE CLIMAT ET LA NATURE

ACCOMPAGNER DES TRANSITIONS
BAS-CARBONE RÉSILIENTES
ET FAVORABLES À LA NATURE

#MondeEnCommun



Avant- propos

Dix années se sont écoulées depuis l'accord historique de la COP21, dix années pour tirer la sonnette d'alarme et commencer à agir. Car chaque solution testée et validée pour réduire nos émissions de CO₂ et nous adapter au changement climatique est une avancée précieuse. Chaque hectare de biodiversité terrestre ou marine protégé, conservé ou restauré est une source d'espoir. Dans ce recueil de projets, vous découvrirez que des solutions concrètes au service du climat et de la nature existent. Elles sont visibles, mesurables et impactantes.

Ces dernières années, le groupe AFD a franchi des étapes décisives : nous sommes la première banque publique de développement 100 % alignée sur l'Accord de Paris pour le climat, et à présent également 100 % alignée sur le Cadre mondial pour la biodiversité. L'environnement est désormais au cœur de chacune de nos interventions et de tous nos partenariats. Car aucun système et aucune politique publique – de l'agriculture au transport, de l'éducation à la santé – ne peut faire l'économie des défis climatiques et écologiques. Au nom de la France, l'AFD, Proparco, Expertise France mais aussi le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) œuvrent à faire de cette vision intégrée une réalité concrète, pour chaque projet et pour chaque territoire.

Pour infléchir les trajectoires de développement durable, et bâtir des sociétés plus résilientes et inclusives, nous nous plaçons du côté des autres. C'est en partant du point de vue de nos partenaires, de leurs ambitions et aussi de leurs contraintes, que nous pouvons accompagner des réponses efficaces et durables, respectueuses des souverainetés et au service du bien commun.

Et cette transformation profonde nous a conduits à repenser nos façons de travailler, avec toujours plus d'audace, pour mobiliser des financements nouveaux, et d'agilité, pour adapter les solutions aux contextes locaux – des pays du Sud aux Outre-mer, des régions urbaines aux zones rurales, des écosystèmes fragiles aux infrastructures essentielles. Ce trésor d'innovations, aux quatre coins du monde, nous le partageons avec tous nos partenaires : acteurs publics et privés, société civile, chercheurs, collectivités locales, banques publiques de développement.

Nous avons un triple intérêt à coopérer sur les enjeux de climat et de nature : l'intérêt des autres, pour protéger les plus vulnérables des catastrophes, nos intérêts mutuels, car chaque tonne de CO₂ évitée est une victoire pour tous, et nos propres intérêts nationaux, pour apprendre des solutions au bout du monde pour améliorer nos propres politiques publiques. Alors à toutes celles et ceux qui liront ce recueil, je souhaite que ces projets vous inspirent, vous encouragent à faire plus ensemble. Car plus que jamais, nous devons conjuguer ambition et action.

Rémy Rioux,
Directeur général du groupe AFD

Introduction

Face aux défis environnementaux majeurs de notre époque, de nombreuses solutions voient le jour partout dans le monde, apportant des réponses concrètes et inspirantes. Ce recueil vous propose d'en découvrir quelques-unes, parmi les projets emblématiques soutenus par le groupe Agence française de développement sur les enjeux climat et biodiversité.

Ces initiatives, ancrées dans des territoires, traduisent la mobilisation du groupe AFD et de ses partenaires pour accompagner une transition juste et durable.

Elles sont portées non seulement par l'AFD, mais aussi par ses deux filiales : Proparco, dédiée au secteur privé, et Expertise France.

**« Le groupe AFD,
première banque
de développement
alignée sur
les objectifs de
l'Accord de Paris »**

Vous y trouverez également des projets cofinancés par le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), un instrument pionnier, créé par l'État français en 1994 qui soutient des projets pilotes à fort impact environnemental dans les pays en développement.

Du prêt à la subvention, de l'assistance technique aux lignes de crédit, le Groupe mobilise une palette complète d'outils, conçus pour répondre à la diversité des situations économiques. Il mobilise des savoir-faire français et européens afin d'appuyer la mise en œuvre de politiques publiques durables.

Ces projets s'inscrivent dans l'ensemble des zones d'intervention du groupe AFD : en Afrique, en Amérique latine, en Asie, dans les Caraïbes. Ils concernent aussi bien les pays à faibles revenus que les économies émergentes, en passant par les territoires ultramarins – illustrant la capacité du Groupe à adapter ses réponses à chaque contexte.

Les thématiques traitées portent sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation au changement climatique et la protection et la restauration des écosystèmes terrestres ou marins. Certains projets sont entièrement dédiés à ces enjeux ; d'autres les intègrent dans des domaines connexes, comme la santé, l'agriculture ou l'aménagement urbain – car la transition écologique traverse tous les secteurs.

Véritables accélérateurs de transformation durable, certains projets incarnent une vision intégrée du développement, unissant action climatique, résilience, justice sociale et égalité de genre.

Qu'ils soient récents et porteurs de promesses, ou déjà éprouvés avec des résultats tangibles, tous ces projets témoignent d'une dynamique d'actions concrètes sur le terrain. Ils s'appuient sur la richesse et la diversité des partenariats noués par le groupe AFD : avec des États et des collectivités, des entreprises et des ONG, des banques de développement et des centres de recherche, mais aussi avec des acteurs de proximité et des citoyens.

Ce recueil met en lumière des initiatives dont nous sommes très fiers, pour leur ambition, leurs résultats et leur capacité à faire bouger les lignes.





Sommaire

Afrique

10. Soutenir les dimensions sociales et justes de la transition énergétique - Afrique du Sud
11. Renforcer la gestion des aires protégées - Côte d'Ivoire
12. Accentuer la résilience climatique des communautés de pêche et d'aquaculture - Guinée
13. Programme d'appui à la stratégie Forêts 2020-2030 Ghabati, Hayati - Maroc
14. Contribuer au développement socio-économique durable et résilient au changement climatique des communautés vivant autour du Parc national du Limpopo - Mozambique
15. Améliorer la résilience au changement climatique de la ville de Boma - République démocratique du Congo
16. Soutenir le pays vers un modèle de développement sobre en carbone, résilient et durable - Rwanda
17. Promouvoir les transitions écologiques et productives en Casamance - Sénégal
18. Renforcer la résilience des écosystèmes et des communautés côtiers - Togo
19. Soutenir les énergies renouvelables - Tunisie

Amérique latine

22. Préserver la biodiversité de la vallée du fleuve Paraná de la province de Santa Fe - Argentine
23. Appuyer la relance économique durable et résiliente au changement climatique - Bolivie
24. Renforcer la résilience en améliorant l'accès à la santé et à l'eau potable dans l'État de Bahia - Brésil
25. Appui à l'ambition durabilité de la banque publique colombienne Bancóldex - Colombie
26. Renforcer les capacités institutionnelles et l'échange d'expérience et de bonnes pratiques au Costa Rica et en Provence-Alpes-Côte d'Azur - Costa Rica
27. Appui à la politique publique de conservation et d'usage durable des océans - Équateur
28. Réduire l'empreinte carbone des bâtiments en finançant des investissements dans l'efficacité énergétique - Mexique
29. Promouvoir des opportunités durables dans la chaîne de valeur du cacao d'excellence - Équateur, Pérou et Colombie
30. Réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports en Amérique latine
31. Accroître la participation des peuples autochtones à la gouvernance environnementale en Amazonie

Retrouvez sur chaque fiche projet le pictogramme indiquant sa contribution aux grands enjeux environnementaux :



Adaptation



Atténuation



Biodiversité

Trois Océans

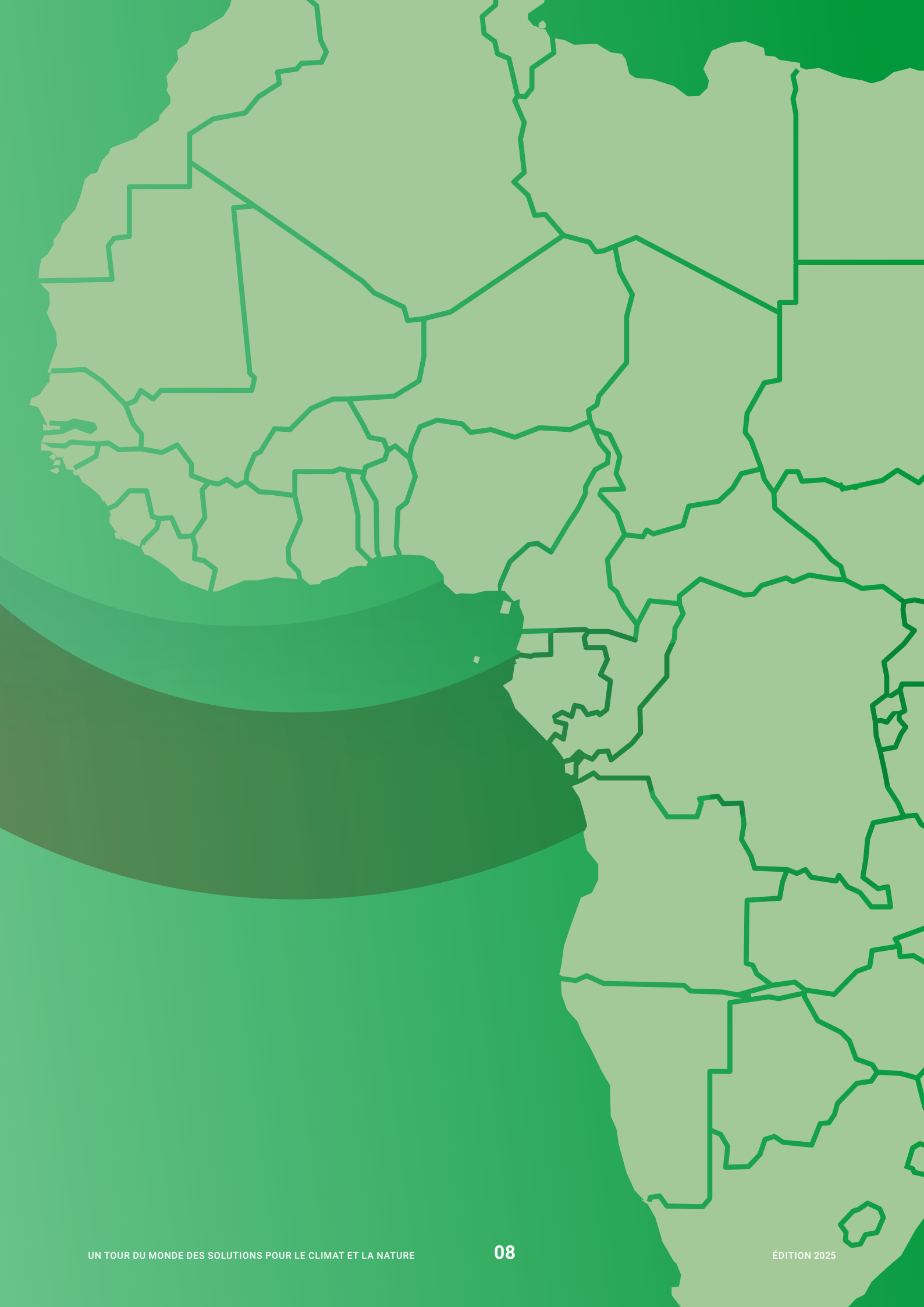
- 34. Appui au Fonds haïtien pour la biodiversité - Haïti
- 35. Accompagner la transition énergétique - Nouvelle-Calédonie
- 36. Protéger les forêts et la biodiversité marine - Papouasie-Nouvelle-Guinée
- 37. Soutenir Ecoener dans le développement d'une centrale photovoltaïque - République dominicaine
- 38. Renforcer la résilience des territoires des trois bassins océaniques (Caraïbes, océans Indien et Pacifique) face aux risques de catastrophes et aux crises sanitaires
- 39. S'engager pour une gestion durable des déchets dans le Pacifique
- 40. Climat du Pacifique, savoirs locaux et stratégies d'adaptation
- 41. Programme en faveur de la résilience, des énergies durables et de la biodiversité marine dans les pays et territoires d'Outre-mer des Caraïbes
- 42. Renforcer la résilience des États et territoires insulaires du Pacifique via le verdissement des systèmes financiers
- 43. Contribuer à l'accélération de la transition énergétique et résilience au changement climatique des PTOM européens et britanniques

Orients

- 46. Promouvoir les pratiques durables du secteur textile et cuir afin de réduire les rejets polluants - Bangladesh
- 47. Renforcer la résilience de la vallée de la rivière Svay Check en améliorant des pratiques agricoles et en intégrant des solutions fondées sur la nature - Cambodge
- 48. Réduire les risques de catastrophes de l'État du Himachal Pradesh - Inde
- 49. Lutter contre les déchets plastiques marins - Indonésie
- 50. Soutenir les revenus agricoles dans le Nord - Jordanie
- 51. Renforcer les capacités de gestion de catastrophes dont les risques d'inondations - Liban
- 52. Contribuer à l'amélioration du mix énergétique en finançant une centrale solaire à grande échelle, assortie d'une capacité de stockage par batterie - Ouzbékistan
- 53. Appui à la mise en œuvre de la Contribution déterminée nationale dans les secteurs prioritaires de la gouvernance climatique, de l'agriculture résiliente, de la transition énergétique et des transports bas-carbone - Philippines
- 54. Accompagner un leader du textile dans sa stratégie durable - Turquie
- 55. Soutenir la prévention des inondations et des érosions dans la province de Bac Kan en accompagnant les autorités locales pour diversifier leur stratégie d'adaptation - Vietnam

Multipays

- 58. Contribuer à la facilité multi-bailleurs Global Shield Solutions Platform
- 59. Biodev2030 : intégrer la biodiversité au développement
- 60. Facilité Carbone bleu : accélérer la protection et la restauration des écosystèmes marins et côtiers de carbone bleu
- 61. Facilité 2050 : promouvoir un développement bas-carbone et résilient





Afrique

Bien que responsable de moins de 4 % des émissions mondiales, l'Afrique subit déjà de lourds impacts climatiques, tels que sécheresses, inondations, érosion côtière, désertification et perte de biodiversité, qui menacent la sécurité alimentaire, la santé et les moyens de subsistance, tout en pesant sur l'économie. Les pays africains perdent en moyenne 2 à 5 % de leur PIB et peuvent consacrer jusqu'à 9 % de leur budget pour faire face aux extrêmes climatiques. Ces impacts s'ajoutent à des défis économiques majeurs, comme le ralentissement de la croissance mondiale, l'inflation aggravée par la guerre en Ukraine, le durcissement des conditions financières internationales et le risque croissant de surendettement, faisant de l'Afrique l'une des régions les plus vulnérables aux chocs climatiques, avec des capacités d'adaptation limitées.

Pourtant, le continent dispose d'un potentiel solaire et éolien exceptionnel, bien que 80 % de son électricité provienne encore des énergies fossiles. La mobilisation de financements pour les énergies renouvelables constitue une opportunité stratégique pour répondre aux besoins énergétiques tout en évitant des trajectoires fortement émissives. Par ailleurs, une meilleure adaptation au changement climatique peut renforcer la résilience économique et sociale, protéger l'agriculture et les ressources naturelles et stimuler de nouvelles filières économiques, offrant aux pays africains une voie vers une transition durable et favorable à la nature.

-
10. *Soutenir les dimensions sociales et justes de la transition énergétique - Afrique du Sud*
 11. *Renforcer la gestion des aires protégées - Côte d'Ivoire*
 12. *Accentuer la résilience climatique des communautés de pêche et d'aquaculture - Guinée*
 13. *Programme d'appui à la stratégie Forêts 2020-2030 Ghabati, Hayati - Maroc*
 14. *Contribuer au développement socio-économique durable et résilient au changement climatique des communautés vivant autour du Parc national du Limpopo - Mozambique*
 15. *Améliorer la résilience au changement climatique de la ville de Boma - République démocratique du Congo*
 16. *Soutenir le pays vers un modèle de développement sobre en carbone, résilient et durable - Rwanda*
 17. *Promouvoir les transitions écologiques et productives en Casamance - Sénégal*
 18. *Renforcer la résilience des écosystèmes et des communautés côtiers - Togo*
 19. *Soutenir les énergies renouvelables - Tunisie*



SOUTENIR LES DIMENSIONS SOCIALES ET JUSTES DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Afrique du Sud



Population
63 M



IDH
147/189



PIB/habitant
6253 USD

Financement budgétaire de politique publique pour soutenir le volet « juste » de la stratégie de transition énergétique (JET) de la République d'Afrique du Sud.

LE CONTEXTE PAYS

Première économie d'Afrique australe et deuxième du continent, l'Afrique du Sud fait face à de nombreux défis climatiques, économiques et sociaux qui affectent sa trajectoire de développement. La pandémie de Covid-19 et la crise énergétique ont exacerbé les difficultés économiques et les vulnérabilités sociales d'un pays déjà marqué par de profondes inégalités. Pour faire face à ces défis multiples, l'Afrique du Sud s'est engagée dans une politique climatique volontariste, avec des objectifs ambitieux d'atténuation. Aujourd'hui, l'Afrique du Sud est encore l'une des économies les plus intensives en carbone au monde, en raison de sa forte dépendance au charbon. Elle est à ce titre particulièrement vulnérable aux risques sociaux associés à la transition énergétique, le secteur du charbon étant un important pourvoyeur d'emplois. Au cours des cinq dernières années, le président Cyril Ramaphosa a fait de la Transition énergétique juste (ou Just Energy Transition - JET) un pilier central de la politique de développement sud-africaine. Ce cadre vise à orienter le pays vers une économie à faible intensité de carbone, tout en assurant une croissance durable et inclusive en raison de son potentiel à créer des emplois locaux, à réduire la pauvreté et à corriger les inégalités et les injustices socio-économiques, stigmates de plus de quarante ans d'Apartheid.

par les acteurs sud-africains, pour atteindre les objectifs fixés pour 2027.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

L'objectif principal est d'intégrer les enjeux d'une transition énergétique juste dans les politiques publiques sud-africaines pour renforcer la justice sociale. Une feuille de route a été élaborée autour de trois grands domaines d'action et huit résultats à atteindre d'ici mars 2026, avec des indicateurs précis pour en mesurer les progrès :

Domaine d'action 1 : Gouvernance de la JET

- **Résultat 1 :** Renforcement de l'architecture institutionnelle pour soutenir la mise en œuvre de la JET et ses résultats sociaux
- **Résultat 2 :** Amélioration de la transparence et redevabilité de la JET

Domaine d'action 2 : Accès à une électricité durable et abordable

- **Résultat 3 :** Réduction de la pauvreté énergétique et amélioration de l'accès à l'électricité abordable

Domaine d'action 3 : Diversification économique inclusive, accès aux compétences, à l'emploi et à l'employabilité dans les zones touchées par la JET

- **Résultat 4 :** Amélioration des possibilités d'emploi comme protection sociale fondamentale.
- **Résultat 5 :** Renforcement du système de formation aux compétences pour la JET.
- **Résultat 6 :** Mobilisation et déploiement de fonds pour la mise en œuvre de la JET.
- **Résultat 7 :** Soutien à l'écosystème des petites et moyennes entreprises et à la croissance économique inclusive.
- **Résultat 8 :** Les politiques publiques encouragent les interventions économiques et sociales dans les communautés à risque.

- **Bénéficiaire**
République d'Afrique du Sud
- **Outil de financement**
Financement budgétaire de politique publique (FBPP)
- **Date d'octroi (par bailleur)**
2024
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
400 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat
(100 % Atténuation)

Partenaires principaux



CONTACTS

afdjohannesbourg@afd.fr





RENFORCER LA GESTION DES AIRES PROTÉGÉES

Côte d'Ivoire



Population
31 M



IDH
162/189



PIB/habitant
2710 USD

Renforcement de la gestion de cinq aires protégées de Côte d'Ivoire afin d'améliorer leur état de conservation et leur valorisation au bénéfice des communautés riveraines, dans un contexte de vulnérabilité climatique.

LE CONTEXTE PAYS

La Côte d'Ivoire offre différents écosystèmes, des savanes du nord à la forêt tropicale du sud, abritant une grande variété d'espèces animales et végétales, dont plusieurs uniques au monde. L'essentiel de cette diversité biologique est concentré dans les parcs nationaux et réserves qui, bien que ne couvrant que 6,5 % du territoire national, hébergent près de 90 % des espèces de mammifères et oiseaux connues dans la région et constituent, avec les forêts classées non dégradées, la majeure partie des forêts naturelles. Ces espaces naturels fournissent des services d'importance vitale pour la population tels que protection des ressources en eau et des sols, maintien de la qualité de l'air, etc. Cependant, ces espaces ont connu une forte dégradation ces dernières décennies, notamment durant la crise sociopolitique de 2002-2010, accompagnée d'une recrudescence de la chasse illégale, qui a largement décimé la faune ivoirienne. La Côte d'Ivoire connaît depuis plusieurs décennies l'un des taux de déforestation les plus élevés au monde, ce qui a entraîné la progression des activités humaines et l'extension des plantations agricoles (cacao, hévéa, palmier, anacarde) au sein des aires protégées et des forêts classées.

LE PROJET

L'objectif du projet est de renforcer la gestion des cinq aires protégées de Côte d'Ivoire (le Parc national des îles Ehotilé et les réserves de Lamto, du mont Nimba, du Haut Bandama et de Mabi-Yaya) pour améliorer leur état de conservation et leur valorisation au bénéfice des communautés riveraines, dans un contexte de vulnérabilité climatique. Il s'inscrit dans le cadre du Programme-cadre de gestion des aires protégées de Côte d'Ivoire (PCGAP 2) pour la période 2022-2036.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet vise à améliorer la biodiversité de 192 000 hectares d'aires protégées et les conditions de vie de plus de 400 000 habitants. Il contribuera à la réduction des émissions de carbone liées à la déforestation, intégrera des actions d'adaptation dans les plans de gestion et renforcera les capacités de l'Office ivoirien des parcs et réserves. Le projet permettra également la gestion durable des aires protégées et les connaissances scientifiques sur la biodiversité (suivi écologique, inventaires). Il bénéficie par ailleurs à plus de 400 000 habitants des régions concernées en finançant des activités génératrices de revenus (agroforesterie, écotourisme, apiculture, etc.), des infrastructures sociales telles que des latrines améliorées et structurera l'offre touristique pour deux aires protégées, en impliquant les populations locales. Une attention particulière sera donnée à l'égalité femmes-hommes et à la création d'emplois pour les jeunes.

- **Bénéficiaire**
République de Côte d'Ivoire
- **Outil de financement**
Contrat de désendettement et de développement (C2D)
- **Date d'octroi (par bailleur)**
2023
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
22,9 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat
(50 % Adaptation
50 % Atténuation)

100 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

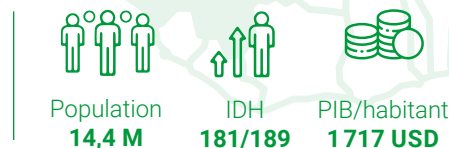
afdabidjan@afd.fr





ACCENTUER LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE DES COMMUNAUTÉS DE PÊCHE ET D'AQUACULTURE

Guinée



Le projet Kounki vise à renforcer les moyens de subsistance et la résilience climatique des communautés de pêche et d'aquaculture sélectionnées dans les zones ciblées.

LE CONTEXTE PAYS

La République de Guinée présente une forte vulnérabilité face au changement climatique, avec une exposition particulière des secteurs de la pêche et de l'aquaculture. Il est donc essentiel de définir des mesures ciblées permettant de renforcer leur capacité d'adaptation, tout en améliorant leur productivité, afin de contribuer durablement à l'amélioration des conditions de vie des populations côtières et rurales. Le secteur de la pêche joue un rôle clé dans l'économie guinéenne, représentant 4,5 % du PIB national. Il génère environ 238 000 emplois directs, soutenant les moyens de subsistance de plus d'un million de personnes, et constitue un pilier de la sécurité alimentaire en offrant une source accessible de protéines aux populations les plus vulnérables.

LE PROJET

Le projet s'articulera autour de trois axes complémentaires. Il visera premièrement à assurer une gestion durable de la pêche en élaborant des plans de gestion, en renforçant les capacités du ministère des Pêches et de l'Aquaculture et en soutenant la recherche sur l'adaptation au changement climatique. Ensuite, il cherchera à moderniser les chaînes de valeur du secteur, à travers l'optimisation de la pêche artisanale ainsi que l'amélioration des infrastructures de débarquement et de stockage. En parallèle, des pôles aquacoles seront développés pour structurer l'aquaculture à l'échelle nationale en promouvant notamment la combinaison de la riziculture et de l'aquaculture qui permet d'augmenter la productivité des bas-fonds. Enfin, un fonds de garantie facilitera l'accès au crédit, permettant aux communautés locales de diversifier leurs activités économiques et de saisir de nouvelles opportunités.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet vise à renforcer la sécurité alimentaire et à stimuler le développement socio-économique des filières de la pêche et de l'aquaculture dans un contexte de changement climatique, tout en consolidant la résilience des écosystèmes marins et continentaux, essentiels à la gestion durable des ressources halieutiques. Il prévoit l'appui à 1 150 pisciriziculteurs et le renforcement des capacités de plus de 200 techniciens, parrains et relais locaux. Les actions permettront une augmentation de 25 % des surfaces d'étangs (+207 ha) et une hausse équivalente des productions de poisson (+286 t/an) et de riz (+414 t/an). Par ailleurs, le projet appuiera une à trois fédérations et 25 unions professionnelles afin de renforcer la structuration des acteurs de la filière. Enfin, il contribuera au renforcement institutionnel de l'Agence nationale de l'aquaculture de Guinée et de ses antennes régionales pour améliorer leurs capacités d'intervention et de coordination sur le terrain.

- **Bénéficiaire**
République de Guinée
- **Outil de financement**
Prêt & C2D
- **Date de signature de la convention**
2024
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
24 M€

Comptabilisation planète

37 % Climat
(37 % Adaptation)

40 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afdconakry@afd.fr

© Catherine Lecouffe / AFD





PROGRAMME D'APPUI À LA STRATÉGIE FORÊTS 2020-2030 GHABATI, HAYATI

Maroc



Population
37,7 M



IDH
120/189



PIB/habitant
3 393 USD

En appui à la stratégie Forêts du Maroc 2020-2030 et aux efforts du Maroc sur les objectifs internationaux climat et biodiversité, le groupe AFD accompagne les Eaux et Forêts à travers un prêt de politique publique de 100 millions d'euros et un programme de renforcement de capacité et d'échange d'expertise de 3 millions d'euros.

LE CONTEXTE PAYS

Le Maroc se distingue parmi les pays méditerranéens par la richesse de sa biodiversité, tant végétale qu'animale. La diversité de ses climats et de ses reliefs façonne des paysages et des écosystèmes naturels remarquables. Bien que le taux de boisement ne dépasse pas 8 %, les forêts marocaines, qui couvrent près de 9 millions d'hectares, constituent un élément du patrimoine écologique national. En 2020, sous le haut patronage du roi, le gouvernement a lancé la stratégie Forêts du Maroc 2020-2030, articulée autour de deux ambitions : préserver la biodiversité et promouvoir un développement économique durable, avec une approche inclusive et orientée vers l'emploi. Dans le cadre de l'Accord de Paris, le Maroc a intégré le secteur forestier dans sa Contribution déterminée au niveau national (CDN) actualisée en 2021, attribuant à ce secteur environ 4 % de l'effort d'atténuation.

LE PROJET

Le programme Ghabati, Hayati (« Ma forêt, ma vie ») soutient une gestion durable des forêts et des parcs nationaux marocains, au service d'une transition bas-carbone, résiliente et inclusive, tout en assurant la protection de la biodiversité. Déployé à l'échelle nationale et locale, il s'articule autour de cinq priorités : intégrer pleinement les enjeux climatiques dans la stratégie forestière nationale 2020-2030, renforcer les pratiques de préservation du patrimoine naturel, encourager une gestion forestière participative et inclusive, enrichir les connaissances scientifiques sur les écosystèmes forestiers, et accompagner la transformation

institutionnelle du département des Eaux et forêts. Le programme accorde également une attention particulière à la réduction des inégalités de genre, en veillant à une participation accrue des femmes dans les politiques forestières.

Prévu sur quatre ans, il se structure autour de deux volets complémentaires : un prêt budgétaire appuyant la politique publique et une assistance technique confiée à Expertise France. En parallèle, le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) soutient un projet visant à préserver la biodiversité par l'écotourisme dans le Parc national d'Ifrane. Ce projet est le premier au Maroc à faire le lien entre le sport et des activités de pleine nature, et la conservation, la gestion et la valorisation des aires protégées en zone de montagne.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le programme permet le reboisement net de plus de 160 000 hectares d'espèces locales, la mise en défense de plus de 100 000 hectares par an, le déploiement d'un système national d'information sur le patrimoine naturel, la gestion effective et durable de dix sites de zones humides à forte valeur (label Ramsar), la création et le déploiement de nouveaux métiers de conservation de la nature et d'animation sociale et territoriale pour une gestion durable des ressources forestières. Grâce à l'appui direct par Expertise France, le programme permet un renforcement des compétences des acteurs du secteur en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et de préservation de la biodiversité.

- **Bénéficiaire**
Royaume du Maroc
- **Outil de financement**
Prêt et subventions
- **Date de signature de la convention**
2022
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
103 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat
(50 % Adaptation
50 % Atténuation)

80 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afrabat@afd.fr





CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DURABLE ET RÉSILIENT AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DES COMMUNAUTÉS VIVANT AUTOUR DU PARC NATIONAL DU LIMPOPO

Mozambique



Population
33,6 M



IDH
183/189



PIB/habitant
634 USD

L'AFD et le FFEM (Fonds français pour l'environnement mondial) poursuivent leur partenariat avec le Parc national du Limpopo et l'ONG Peace Parks Foundation, co-gestionnaire du parc, à travers le projet Oloh qui contribue à un développement socio-économique durable et résilient grâce à une approche intégrée santé des écosystèmes, des animaux et des humains.

LE CONTEXTE PAYS

Dans le Parc national du Limpopo, la réintroduction progressive de la faune sauvage combinée aux effets croissants du changement climatique accentue la pression sur les ressources naturelles. La concurrence entre bétail et faune pour l'eau et les pâturages s'intensifie, dans un contexte marqué par l'insécurité alimentaire et la réduction des moyens de subsistance locaux, aggravée par l'interdiction de la chasse dans le parc. Offrir des alternatives économiques durables aux communautés riveraines (agriculture, élevage) est fondamental pour éviter que celles-ci ne se tournent vers l'exploitation non durable des ressources naturelles et vers des activités de braconnage.

LE PROJET

Le projet Oloh repose sur quatre axes complémentaires visant à promouvoir le développement de l'agriculture et de l'élevage, la gestion durable des ressources naturelles et le renforcement du tissu communautaire dans les districts de Mabalane et Massingir. Il prévoit :

- L'identification participative d'activités de développement autour du parc.
- L'amélioration de la durabilité de l'élevage grâce à une approche « One Health » intégrant les enjeux de santé humaine, animale et écosystémique.
- Le renforcement de la résilience des familles vulnérables aux chocs climatiques, en plaçant l'autonomisation des femmes au cœur des dynamiques locales.
- Le renforcement de la participation des communautés à la gestion des ressources naturelles.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet contribuera à rendre les systèmes d'élevage plus durables grâce à une meilleure gestion du territoire et des ressources naturelles ainsi qu'à la réduction des risques liés aux contacts humains avec la faune sauvage. En parallèle, l'appui aux activités agricoles favorisera l'adaptation au changement climatique et soutiendra une économie locale résiliente fondée sur l'autonomisation des femmes.

- **Bénéficiaires**
Administração nacional das áreas de conservação, Peace Parks Foundation, Cirad
- **Outil de financement**
Subvention
- **Dates de la signature de la convention**
2022 (AFD), 2023 (FFEM)
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
5 M€
(3 M€ par l'AFD et 2 M€ par le FFEM)

Comptabilisation planète

100 % Climat
(50 % Adaptation
50 % Atténuation)

100 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afdmaputo@afd.fr

© Élixa Magueur / AFD





AMÉLIORER LA RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DE LA VILLE DE BOMA

République démocratique du Congo



Population
105,7 M



IDH
180/189



PIB/habitant
647 USD

Le projet Ville durable ambitionne de renforcer la résilience climatique et d'améliorer les conditions de vie des 440 000 habitants de Boma, en mettant l'accent sur l'inclusion des femmes et des jeunes.

LE CONTEXTE PAYS

La ville de Boma, située dans la province du Kongo-Central, fait face à de grandes difficultés de développement. Le ralentissement significatif des activités portuaires et le départ de plusieurs groupes industriels importants placent cette ville peuplée de 440 000 habitants dans une situation économique difficile, marquée par un déclin des services de base, de loisirs et culturels. Boma est également particulièrement vulnérable aux impacts du changement climatique : montée du niveau de la mer, crues fréquentes de la rivière Kalamu, érosion des collines avoisinantes et augmentation des vagues de chaleur.

Face à ces enjeux, la République démocratique du Congo a sollicité le soutien de l'AFD pour initier à Boma un projet pilote de développement urbain durable et résilient, qui pourrait être répliqué dans d'autres villes intermédiaires du pays.

LE PROJET

Le projet Ville durable entend transformer Boma en un territoire plus résilient, inclusif et attractif. Il s'articule autour de trois axes principaux :

- Adapter la ville aux effets du changement climatique, en luttant contre l'érosion, les inondations et les effets des vagues de chaleur, tout en développant des équipements de proximité.
- Améliorer les conditions de vie, notamment pour les femmes et les jeunes, à travers la réhabilitation des infrastructures de base, le soutien à l'économie locale et la mise en œuvre d'un plan d'aménagement urbain.

- Renforcer la gouvernance locale, en encourageant la participation citoyenne en créant notamment un comité de gestion communautaire de la rivière, et en soutenant les capacités des institutions municipales.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet contribuera à :

- Améliorer le quotidien des habitants, avec la réhabilitation d'un centre de santé, de la Maison des femmes et de la Maison de la culture et de la jeunesse.
- Générer des revenus pour au moins 5 000 femmes.
- Faciliter l'accès aux services essentiels (voirie, eau).
- Renforcer les capacités des autorités locales : la mairie, les trois bourgmestres et les associations locales (jeunes, femmes, quartiers).
- Élaborer un plan de développement économique régional, intégrant des solutions fondées sur la nature.

- **Bénéficiaire**
Gouvernement de la République démocratique du Congo
- **Outil de financement**
Prêt souverain concessionnel et subvention
- **Date de signature de la convention**
2024
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
50 M€
(dont 40 M€ en prêt et 10 M€ en subvention)

Comptabilisation planète

58 % Climat
(38 % Adaptation
20 % Atténuation)

40 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afdkinshasa@afd.fr

© Michael Goima / AFD





SOUTENIR LE PAYS VERS UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT SOBRE EN CARBONE, RÉSILIENT ET DURABLE

Rwanda



Population
13,9 M



IDH
160/189



PIB/habitant
1 000 USD

Le projet soutient le Rwanda dans l'alignement de ses flux financiers publics et privés sur ses priorités climat, afin de renforcer l'impact et l'échelle de son action climatique en matière d'atténuation et d'adaptation.

LE CONTEXTE PAYS

Le Rwanda, petit pays d'Afrique de l'Est densément peuplé faisant partie des pays les moins avancés, présente un mix énergétique peu carboné. Le pays est, en revanche, particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique. En effet, l'économie reste très dépendante de l'agriculture pluviale, qui emploie 62 % de la population et génère une part importante des exportations (thé, café). Cette dépendance, couplée à une forte pression démographique et à une baisse attendue des rendements agricoles, accentue la vulnérabilité du secteur.

Pour faire face à ces enjeux, le Rwanda a été, en décembre 2022, le premier pays africain à bénéficier de la Resilience and Sustainability Facility (RSF) du FMI, pour un montant de 319 millions de dollars. Ce financement s'accompagne d'une matrice de réformes ambitieuses visant à catalyser les financements climat, tout en renforçant la gestion des risques climatiques.

LE PROJET

Ce programme vient en appui aux réformes engagées dans le cadre du RSF. Il entend aligner les flux financiers publics et privés sur les priorités climatiques du pays, telles que définies dans sa Contribution déterminée au niveau national (CDN). Il poursuit deux objectifs complémentaires :

- Renforcer la prise en compte des enjeux climatiques dans les finances publiques, pour mieux orienter les dépenses, investissements et marchés publics en faveur de l'atténuation et de l'adaptation.
- Favoriser la transition vers un système financier plus vert, en intégrant les risques climatiques dans les politiques financières et en soutenant le développement de la finance durable.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet vise à renforcer la transition climatique du Rwanda en rendant les finances publiques et le secteur financier plus durables et résilients. Cela passera par :

- Prioriser les investissements publics selon leur impact climatique.
- Suivre les dépenses et les aligner sur les engagements nationaux en matière de climat.
- Intégrer des critères de durabilité dans les achats publics.
- Renforcer la stabilité financière en intégrant les risques climatiques dans la supervision de la Banque nationale.
- Fournir aux banques les outils pour financer des investissements favorables au climat.
- Mettre en place des systèmes renforcés de suivi et de reporting pour guider les décisions et mobiliser des financements internationaux.

- **Bénéficiaire**
République du Rwanda
- **Outil de financement**
Prêt budgétaire de programme et subvention

- **Date de signature de la convention**
2023

- **Statut du projet**
En cours

- **Montants engagés par l'AFD**
50 M€
de prêt sur vingt ans
3 M€
de subvention sur trois ans

Comptabilisation planète

90 % Climat
(50 % Adaptation
40 % Atténuation)

Partenaires principaux



CONTACTS

afdkigali@afd.fr

© Jenni Carmina Ndahiro





PROMOUVOIR LES TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES ET PRODUCTIVES EN CASAMANCE

Sénégal



Population
18,5 M



IDH
109/189



PIB/habitant
1 744 USD

En Casamance, le projet Fansoto accompagne les productrices agricoles dans leur transition écologique en alliant microfinance, agroécologie et actions communautaires pour renforcer leur résilience face aux changements climatiques.

LE CONTEXTE PAYS

En Casamance, les petites productrices agricoles sont les premières victimes des effets néfastes des changements climatiques. Elles sont pourtant des personnes clés pour une mobilisation globale et un changement de pratiques qui permettront aux communautés d'être plus résilientes face aux effets des changements climatiques et à l'insécurité alimentaire. Ceci en évitant une dégradation supplémentaire de leur environnement.

Fansoto est une association de microfinance sociale créée en 2016, qui développe une gamme de services financiers et non financiers dédiés aux micro-entrepreneurs les plus vulnérables, en particulier les femmes. À travers ses sept agences de Casamance et de Matam, Fansoto appuie déjà 20 000 micro-entrepreneurs vers leur émancipation économique et sociale en leur proposant des services financiers adaptés mais également des formations et des suivis individualisés.

LE PROJET

Pour répondre à ces enjeux, les productrices accompagnées bénéficieront de formations aux pratiques agroécologiques et de crédits adaptés et auront accès à des techniques, équipements et technologies réduisant à la fois leur vulnérabilité (motopompes solaires, semences résistantes au sel) et leur impact sur l'environnement (compost, biopesticides, foyers de cuisson améliorés). L'engagement

des bénéficiaires et du personnel de Fansoto sera renforcé par des événements communautaires et la mise en place d'une stratégie climat. Afin de contribuer aux transitions écologiques et productives de la Casamance, le projet s'articule autour de trois objectifs complémentaires :

- Favoriser l'adoption de pratiques résilientes aux effets des changements climatiques dans les activités agricoles.
- Promouvoir des solutions pour préserver les ressources et la biodiversité.
- Renforcer l'engagement des bénéficiaires et du personnel de Fansoto pour le climat, l'environnement et la biodiversité.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Par une approche sociale et environnementale, le projet combine inclusion financière, adaptation climatique et préservation des ressources naturelles. En proposant des services financiers adaptés, des formations en agroécologie et des technologies propres, Fansoto fait de la microfinance un levier de transition écologique et un outil d'émancipation des productrices agricoles. Ce modèle intégré, centré sur les femmes rurales, favorise une adaptation locale durable tout en renforçant la sécurité alimentaire et la résilience des communautés face aux changements climatiques. Ainsi 2 000 productrices sont accompagnées vers la transition agroécologique.

- **Bénéficiaire**
Fansoto
- **Outil de financement**
Subvention OSC
- **Date d'octroi (par bailleur)**
2024
- **Montants engagés par l'AFD :**
600 000 €
- **Statut du projet**
en cours

Comptabilisation planète

100 % Climat
(100 % Atténuation)

40 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

_Communication_FFEM@afd.fr

© Fansoto





RENFORCER LA RÉSILIENCE DES ÉCOSYSTÈMES ET DES COMMUNAUTÉS CÔTIÈRES

Togo



Population
9,3 M



IDH
167/189



PIB/habitant
1 043 USD

Ce projet renforce la résilience des écosystèmes côtiers togolais et des populations littorales en soutenant une gestion intégrée, durable et participative du littoral.

LE CONTEXTE PAYS

La côte togolaise, longue de 56 km, concentre près de deux millions d'habitants ainsi que les principales infrastructures économiques du pays : port, aéroport, zone industrielle et sites touristiques. Ce territoire est fortement menacé par l'érosion côtière, avec un recul du trait de côte pouvant atteindre jusqu'à 8 mètres par an, entraînant un coût annuel estimé à 213 millions de dollars, soit environ 4,4 % du PIB selon la Banque mondiale. Avec l'appui de la Banque mondiale, le Togo participe depuis 2015 à l'initiative ouest-africaine Waca (West Africa Coastal Areas), visant à promouvoir une gestion intégrée des zones côtières régionales.

Le projet Waca-ResIP Togo, lancé en 2018, appuie des travaux de protection de 25 km de côtes (épis, rechargement en sable), des aménagements contre les inondations, des actions de gestion durable des ressources naturelles et génératrices de revenus ainsi que le renforcement des capacités des acteurs institutionnels et de la recherche.

LE PROJET

Ce nouveau financement, en partenariat avec l'AFD, étend les actions de Waca sur 7 km supplémentaires de littoral et contribue à la restauration des terres et des mangroves pour lutter contre les inondations. Le projet vise à renforcer durablement la gestion des zones côtières à travers trois leviers principaux :

- **Renforcement institutionnel** autour de la gestion des zones côtières : appuis aux ministères sectoriels, mise en place d'un système d'alerte précoce et soutien à l'observatoire national des côtes.

- **Investissements physiques et écologiques** : financement d'infrastructures de protection contre l'érosion et les inondations (épis, brise-lames, dragage), mise en œuvre de solutions fondées sur la nature, restauration de mangroves et de forêts (1 000 hectares) ainsi que de 400 hectares de terres dégradées.
- **Développement local** : soutien aux concertations territoriales, accompagnement des communautés pour développer des activités économiques génératrices de revenus.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet permettra :

- Une meilleure coordination entre administrations nationales et locales autour de la gestion du littoral et des enjeux côtiers.
- La collecte et l'analyse des données scientifiques pour orienter les décisions publiques.
- La protection effective de 12 % du littoral togolais.
- La restauration d'écosystèmes littoraux dégradés (mangroves, anciennes mines).
- Le soutien à des moyens de subsistance durables pour environ 30 000 habitants des zones concernées.

- **Bénéficiaire**
République togolaise
- **Outil de financement**
Prêt souverain
- **Date de signature de la convention**
2023
- **Statut du projet**
En cours
- **Montants engagés**
35 M€
par l'AFD et
64,5 M€
par la Banque mondiale

Comptabilisation planète

100 % Climat
(90 % Adaptation
10 % Atténuation)

Partenaires principaux



CONTACTS

afdlome@afd.fr

© Panoramas





SOUTENIR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Tunisie



Population
12,2 M



IDH
95/189



PIB/habitant
4350 USD

Proparco soutient la stratégie bas-carbone de la Tunisie à travers la construction de deux centrales solaires de 60 MW, contribuant à la réduction des émissions, à l'amélioration de l'accès à l'énergie et à la création d'emplois dans les régions de Sidi Bouzid et Tozeur.

LE CONTEXTE PAYS

Dans un contexte de croissance démographique et économique, la Tunisie fait face à une forte augmentation de ses besoins énergétiques alors que son mix repose encore à plus de 90 % sur le gaz naturel, dont une part importante est importée. Les énergies renouvelables ne représentent aujourd'hui qu'environ 5 % du mix électrique, bien en deçà de l'objectif national de 35 % d'ici 2030. Pour y répondre, le pays a renforcé ses engagements climatiques en adoptant en 2022 une stratégie nationale bas-carbone et de résilience au changement climatique à l'horizon 2050. Cette stratégie vise à conjurer transition énergétique et adaptation aux effets du changement climatique.

Parmi les priorités identifiées, la décarbonation du secteur électrique, combinée à une électrification accrue de l'économie et à des gains en efficacité énergétique, constitue un levier central pour atteindre ces objectifs.

LE PROJET

Le projet consiste à financer, avec l'appui conjoint de Proparco et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd), la construction de deux centrales solaires photovoltaïques de 60 MW chacune, situées à Sidi Bouzid et Tozeur.

Porté par Scatec, un acteur norvégien expérimenté dans le développement d'infrastructures renouvelables, ce projet s'inscrit dans la stratégie tunisienne de transition vers un mix énergétique plus propre et plus résilient.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Réduction significative des émissions de gaz à effet de serre : 104 000 tonnes de CO₂ évitées chaque année, soit 2,08 millions de tonnes sur la durée de vie des centrales.

- Accès à l'électricité amélioré pour environ 60 000 bénéficiaires sur cinq ans.
- Soutien à 1 880 emplois indirects sur cinq ans.
- Respect de normes élevées en matière de santé, sécurité et performance environnementale, garanties par l'expertise du développeur.

- **Bénéficiaire**
Scatec Tozeur PV Power SARL
- **Outil de financement**
Prêts
- **Date de signature du projet**
2024
- **Statut du projet**
En phase de construction
- **Montant engagé par Proparco**
7,2 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat
(100 % Atténuation)

Partenaires principaux



CONTACTS

afdtunis@afd.fr

© Tozeur SPV / AFD





Amérique latine

L'Amérique latine, dotée d'une biodiversité exceptionnelle et essentielle à la régulation du climat mondial grâce au poumon amazonien, fait face à de multiples défis environnementaux liés aux activités humaines : déforestation, sécheresses, incendies, inondations, perte de biodiversité, pollution de l'eau, urbanisation non planifiée, propagation de maladies et fonte des glaciers. Ces phénomènes engendrent des coûts humains et environnementaux de plus en plus importants.

Malgré une visibilité diplomatique croissante des enjeux climat et nature, avec la COP15 sur la biodiversité en Colombie (2024) et la COP30 sur le climat au Brésil (2025), les progrès concrets sur le terrain restent limités, en raison du manque de moyens institutionnels, humains et financiers et de la difficulté à intégrer les politiques d'atténuation et d'adaptation dans les politiques publiques nationales et locales. La région émet aujourd'hui 8 % des gaz à effet de serre mondiaux, dont 47 % proviennent de l'agriculture, de la déforestation et des changements d'usage des terres, tandis que l'énergie, l'électricité et les transports représentent 43 % des émissions régionales.

Une transition bas-carbone et favorable à la nature offre à l'Amérique latine l'occasion de concilier développement économique, inclusion sociale et préservation des écosystèmes, tout en renforçant la résilience et la sécurité alimentaire face au changement climatique.

22. *Préserver la biodiversité de la vallée du fleuve Paraná de la Province de Santa Fe - Argentine*
23. *Appuyer la relance économique durable et résiliente au changement climatique - Bolivie*
24. *Renforcer la résilience en améliorant l'accès à la santé et à l'eau potable dans l'État de Bahia - Brésil*
25. *Appui à l'ambition durabilité de la banque publique colombienne Bancóldex - Colombie*
26. *Renforcer les capacités institutionnelles et l'échange d'expérience et de bonnes pratiques au Costa Rica et en Provence-Alpes-Côte d'Azur - Costa Rica*
27. *Appui à la politique publique de conservation et d'usage durable des océans - Équateur*
28. *Réduire l'empreinte carbone des bâtiments en finançant des investissements dans l'efficacité énergétique - Mexique*
29. *Promouvoir des opportunités durables dans la chaîne de valeur du cacao d'excellence - Équateur, Pérou et Colombie*
30. *Réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports en Amérique latine*
31. *Accroître la participation des peuples autochtones à la gouvernance environnementale en Amazonie*



PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ DE LA VALLÉE DU FLEUVE PARANÁ DE LA PROVINCE DE SANTA FE

Argentine



Population
45 M



IDH
48/189



PIB/habitant
13 858 USD

Ce projet pilote en Argentine vise à préserver la biodiversité exceptionnelle des zones humides de la province de Santa Fe par l'extension des aires protégées, le renforcement de leur gestion et la sensibilisation des populations locales à travers des centres d'éducation environnementale.

LE CONTEXTE PAYS

Située à l'est de l'Argentine, la province de Santa Fe est un territoire agricole traversé par un vaste réseau de zones humides, dominé par le fleuve Paraná qui longe sa frontière orientale sur plus de 800 km. La vallée du fleuve constitue un écosystème riche abritant plus de 600 espèces d'oiseaux, une grande diversité de mammifères et une faune aquatique exceptionnelle. Ces zones humides sont aussi essentielles pour réduire les risques d'incendies et de sécheresse, deux menaces climatiques majeures pour la province. Malgré cette richesse, la valorisation et la protection de ces ressources naturelles restent limitées : de nombreuses aires protégées manquent encore de plans de gestion, de personnel et d'infrastructures adaptées. Avec l'adoption d'une loi climatique en 2021, le gouvernement provincial a exprimé sa volonté d'élargir et de renforcer le réseau d'aires protégées. Ce projet constitue une opportunité pour renforcer la préservation de la biodiversité, grâce notamment à l'éducation environnementale qui favorisera la conscience citoyenne et l'attachement au territoire.

LE PROJET

Ce projet Biodiversité pour l'action climatique est le premier projet 100 % biodiversité de l'AFD en Amérique latine. Il s'articule autour de deux objectifs principaux pour répondre aux enjeux du changement climatique et diversifier les ressources économiques de la province de Santa Fe : d'une part, renforcer la gestion des aires protégées en développant des infrastructures, des équipements et des moyens adaptés ; d'autre part, construire des Centres d'innovation climatique dans plusieurs villes stratégiques, développer des kits pédagogiques de sensibilisation et rénover des aires de séjour visant l'écotourisme, afin de renforcer la sensibilisation environnementale de la population.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Ce projet en faveur de la nature vise à agrandir la superficie des aires protégées de la province de Santa Fe, à améliorer la gestion de celles déjà existantes grâce à des infrastructures et équipements adaptés, et à développer des actions de sensibilisation, d'éducation environnementale, de recherche et d'innovation dans quatre villes clés. Le projet prévoit également des partenariats avec des institutions françaises comme la Fédération des parcs naturels régionaux ou le Muséum d'histoire naturelle, pour renforcer l'identité des territoires et développer des centres dédiés à la recherche, à l'écologie et à la sensibilisation du public.

- **Bénéficiaire**
Province de Santa Fe
- **Outil de financement**
Prêt non souverain
- **Date de signature**
2023
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
65 M€

Comptabilisation planète

74 % Climat
(51 % Adaptation
23 % Atténuation)

**100 %
Biodiversité**

Partenaires principaux



CONTACTS

afdbuenosaires@afd.fr

© Province de Santa Fe / AFD





- **Bénéficiaire**
État plurinational de Bolivie
- **Outil de financement**
Prêt souverain
- **Date de signature de la convention**
2022
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
200 M€

Comptabilisation planète

81 % Climat
(61 % Atténuation
20 % Adaptation)

Partenaires principaux



CONTACTS

terrazasa@afd.fr

© Pablos Ramos Roncal



APPUYER LA RELANCE ÉCONOMIQUE DURABLE ET RÉSILIENTE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Bolivie



Population
12 M



IDH
118/189



PIB/habitant
4001 USD

Le programme vise à appuyer la relance économique durable et résiliente au changement climatique en Bolivie avec un financement budgétaire de politique publique multisectorielle.

LE CONTEXTE PAYS

En novembre 2021, le gouvernement bolivien a adopté son Plan de développement économique et social pour la période 2021-2025. En parallèle, le pays a soumis en avril 2022 sa nouvelle Contribution déterminée au niveau national (CDN) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, couvrant la période 2021-2030. Ces deux cadres stratégiques sont étroitement articulés, illustrant une volonté politique d'intégrer les enjeux climatiques aux priorités nationales de développement. Dans ce contexte, l'AFD a engagé un dialogue de politique publique avec les autorités boliviennes, centré sur les enjeux macroéconomiques, sectoriels et climatiques. Cette collaboration a abouti à la mise en place d'un financement budgétaire de politique publique, conçu pour accompagner la mise en œuvre cohérente et intégrée du Plan de développement et de la Contribution déterminée au niveau national.

LE PROJET

Ce programme soutient la relance économique durable et résiliente de la Bolivie face au changement climatique. Il s'articule autour de trois grands axes. Le premier axe vise à aider les autorités à mieux intégrer les enjeux climatiques dans leurs décisions économiques grâce à des outils de modélisation développés par l'AFD. Le second axe appuie la mise en œuvre des engagements climatiques du pays, en particulier

dans les secteurs de l'énergie, des forêts et de l'agriculture, tout en renforçant le rôle de la Banque publique de développement productif. Enfin, le dernier axe soutient les politiques favorisant l'emploi et l'entrepreneuriat, en veillant à intégrer les dimensions sociales dans les politiques économiques et climatiques, en particulier en direction des populations dont les activités sont affectées par la transition.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Ce programme accompagne l'ambition de la Bolivie de concilier ses objectifs climatiques et de développement durable. Il prévoit des actions pour améliorer le cadre macroéconomique, renforcer la politique climat du pays en lien avec les engagements de la CDN, et intégrer les enjeux sociaux d'une transition juste en faveur de la création d'emplois. Le programme inclut un appui aux ministères boliviens et à la Banque centrale pour évaluer les risques liés à la transition bas-carbone, avec l'aide de la Cepalc (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes), ainsi qu'une réforme de la comptabilité nationale avec le soutien de l'Insee. Il renforcera aussi la gouvernance climatique, notamment dans le secteur des forêts, à travers une meilleure coordination et des stratégies adaptées. Enfin, le programme soutiendra des politiques sociales en faveur de l'emploi, de l'entrepreneuriat, de l'égalité femmes-hommes et de l'inclusion financière.





- **Bénéficiaire**
État de Bahia
- **Outil de financement**
Prêt souverain
- **Date de signature du projet**
2024
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
132 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat
(100 % Adaptation)

40 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afdbrazilia@afd.fr

© Clara Cezar / AFD



RENFORCER LA RÉSILIENCE EN AMÉLIORANT L'ACCÈS À LA SANTÉ ET À L'EAU POTABLE DANS L'ÉTAT DE BAHIA

Brésil



Population
211 M



IDH
89/189



PIB/habitant
10 280 USD

L'AFD soutient l'État de Bahia dans sa politique intersectorielle pour renforcer le système de santé et garantir l'accès à l'eau potable, en réponse aux maladies hydriques aggravées par le changement climatique.

LE CONTEXTE PAYS

L'État de Bahia, l'un des plus grands du Brésil avec la 7^e économie et la 4^e population du pays, reste marqué par d'importants déséquilibres sociaux. Près de la moitié de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté. Deux tiers de son territoire se trouvent par ailleurs dans le *sertão nordestino*, une zone semi-aride qui connaît des sécheresses périodiques. Les conséquences économiques, sociales et écologiques de ces sécheresses sont exacerbées par l'impact du changement climatique. La mauvaise qualité et la rareté de l'eau dans ces régions ont entraîné une augmentation de l'incidence des infections intestinales, des maladies parasitaires et de la malnutrition. À Bahia, 36 % des hospitalisations d'enfants de moins de 5 ans sont dues à des infections intestinales. Pour mieux lutter contre ces maladies d'origine hydrique, l'État de Bahia a adopté une approche intersectorielle depuis le début des années 2010 en combinant les interventions dans le domaine de l'eau et de la santé.

LE PROJET

Ce projet axé sur l'adaptation au changement climatique accompagne la politique intersectorielle de l'État de Bahia en agissant sur quatre volets principaux. Il s'agit d'abord de renforcer le système de santé, en mettant l'accent sur les soins primaires. Ensuite, le projet contribue à améliorer la sécurité de l'eau en élargissant l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, tout en consolidant

la gestion des ressources hydriques. Il comprend également un volet de renforcement institutionnel ainsi qu'une composante dédiée à la réduction des inégalités de genre dans l'accès aux services de santé, d'eau et d'assainissement. En effet, les femmes en milieu rural sont particulièrement exposées aux maladies d'origine hydrique et aux inégalités d'accès aux services essentiels. Sans accès à l'eau et à l'assainissement, elles sont particulièrement sujettes aux maladies gynécologiques et sont aussi plus exposées aux maladies gastro-intestinales que les hommes. Près de deux tiers des ménages dans ces régions sont dirigés par des femmes, ce qui augmente l'impact de ces maladies pour leurs familles.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

- Accès à une eau de qualité pour plus de 60 000 personnes.
- Soins de santé primaires renforcés pour plus de 300 000 habitants.
- Restauration de 2 000 hectares de zones protégées via des solutions fondées sur la nature.
- Amélioration de la résilience des femmes rurales, particulièrement exposées aux maladies hydriques et aux inégalités d'accès aux services essentiels. Sans accès à l'eau et à l'assainissement, ces femmes sont plus susceptibles que les hommes de souffrir de maladies gastro-intestinales et gynécologiques.





APPUI À L'AMBIITION DURABILITÉ DE LA BANQUE PUBLIQUE COLOMBIENNE BANCÓLDEX

Colombie



Population
52 M



IDH
91/189



PIB/habitant
7914 USD

Ce projet accompagne la transformation de la banque publique Bancóldex pour intensifier les financements en faveur du climat, de la biodiversité et de l'égalité de genre, en alignant sa gouvernance et ses produits sur les grands objectifs de durabilité de la Colombie.

LE CONTEXTE PAYS

Disposant d'une biodiversité extrêmement riche, mais également fortement exposée aux effets du changement climatique et à la dégradation due aux activités humaines, la Colombie a pris des engagements climat et nature ambitieux ces dernières années dont la réduction de 51 % des gaz à effet de serre à l'horizon 2030, un arrêt total de la déforestation et l'atteinte de la neutralité carbone avant 2050. La Colombie est le premier pays d'Amérique latine à avoir publié une taxonomie verte en 2022.

Dans le cadre de cette dynamique, la Banque publique de développement Bancóldex, spécialisée dans le financement des entreprises privées, s'est dotée d'un plan stratégique 2022-2026 qui implique d'importantes transformations internes et vis-à-vis de ses clients, afin d'aligner ses activités sur les enjeux de développement durable. En tant que coprésidente de l'International Development Finance Club, Bancóldex joue un rôle moteur dans le plaidoyer en faveur de pratiques financières durables.

LE PROJET

Le projet soutient la transformation de Bancóldex afin de renforcer sa gouvernance et sa stratégie de soutenabilité, en s'alignant sur l'Accord de Paris, le Cadre mondial pour la biodiversité et la lutte contre les inégalités de genre. L'AFD accompagne ainsi la mise en œuvre des trois piliers de la stratégie de durabilité de la banque colombienne en renforçant :

1. Son système de gestion des risques environnementaux, sociaux et climatiques, notamment en matière de biodiversité et d'égalité femmes-hommes.
2. Ses financements durables en faveur de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique, à travers un accroissement du volume de prêts verts et une meilleure capacité à rendre compte de façon transparente sur les co-bénéfices climat et nature.
3. Son approche inclusive, en développant des produits financiers et des services non financiers ciblant les populations vulnérables et en intégrant la diversité dans la gouvernance de l'institution.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

- Hausse des prêts verts à 15 % du portefeuille d'ici 2026 contre 5 % actuellement.
- Développement et déploiement de méthodologies d'analyse de l'alignement avec l'Accord de Paris.
- Intégration d'une approche pro-nature au sein de son corpus stratégique.
- Lancement de programmes d'accompagnement des entreprises colombiennes pour soutenir leur décarbonation et leur adaptation aux normes environnementales.

- **Bénéficiaire**
Bancóldex
- **Outil de financement**
Ligne de crédit
- **Date de signature de la convention**
2024
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
100 M USD

Comptabilisation planète

100 % Climat
(50 % Adaptation
50 % Atténuation)

25 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afdbogota@afd.fr

© Flavia Carpio / Unsplash





RENFORCER LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ET L'ÉCHANGE D'EXPÉRIENCE ET DE BONNES PRATIQUES AU COSTA RICA ET EN PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Costa Rica



Population
5 M



IDH
64/189



PIB/habitant
18 587 USD

Renforcer les capacités institutionnelles et l'échange d'expériences et de bonnes pratiques en matière d'écotourisme, de préservation de la biodiversité, de la gestion des aires protégées et des ressources en eau au Costa Rica et en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

LE CONTEXTE PAYS

Pionniers sur les enjeux environnementaux et forts de similitude en termes de population et de couverture territoriale de leurs espaces protégés, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Costa Rica ont développé une coopération exemplaire en matière de lutte contre le changement climatique et en faveur de la préservation de l'environnement.

LE PROJET

Le projet a pour objectif de soutenir les capacités institutionnelles des partenaires costariciens et régionaux en matière d'écotourisme, de préservation de la biodiversité, de gestion des aires protégées et de gestion intégrée des ressources en eau dans les bassins-versants, et ce, à travers des échanges méthodologiques, d'expériences et de bonnes pratiques de gestion. Le projet met en valeur le savoir-faire et les secteurs d'excellence des opérateurs régionaux dans ces domaines. Les échanges d'expériences, les diagnostics conjoints et les méthodes participatives permettront un enrichissement mutuel des approches entre la France et le Costa Rica. Ce partenariat a été prolongé en marge de la conférence des Nations unies sur les océans en juin 2025 pour appuyer la gestion des aires marines protégées et sensibiliser les populations locales (1,8 million d'euros financé par l'AFD).

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Afin de contribuer à une approche plus intégrée et durable de la gestion des ressources naturelles du pays, le projet prévoit :

- La réalisation d'une étude comparative des filières écotouristiques afin d'identifier les meilleures pratiques et opportunités de développement durable dans ce secteur.
- La production d'un diagnostic approfondi sur la gestion des ressources en eau au Costa Rica, qui servira de base à l'élaboration d'un plan de gestion multisectoriel.
- La conception d'outils communs visant à renforcer la préservation de la biodiversité et à améliorer la gestion des aires protégées.

- **Bénéficiaires**
République du Costa Rica et Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- **Outil de financement**
Subvention
- **Date de signature du projet**
2021
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
1 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat
(80 % Adaptation
20 % Atténuation)

50 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afdsanjose@afd.fr

© Sévane Marchand / AFD





APPUI À LA POLITIQUE PUBLIQUE DE CONSERVATION ET D'USAGE DURABLE DES OCÉANS

Équateur



Population
18 M



IDH
83/189



PIB/habitant
6 875 USD

Ce financement appuie la politique publique équatorienne pour les océans en renforçant la gouvernance, la résilience et la gestion durable des espaces marins et côtiers, tout en promouvant une pêche et une aquaculture socialement, économiquement et écologiquement soutenables.

LE CONTEXTE PAYS

L'Équateur, l'un des pays les plus riches en biodiversité, voit son économie reposer fortement sur ses ressources côtières et marines, à travers le tourisme, la pêche, l'aquaculture et le transport maritime. Ces dernières années, l'Équateur s'est affirmé comme un acteur engagé pour la protection des océans, avec des actions ambitieuses comme l'agrandissement de la réserve marine Hermandad et la création de corridors marins pour préserver les routes migratoires des espèces marines. Malgré ces efforts, ses zones marines et côtières subissent des pressions croissantes liées au changement climatique, à la surpêche, à la pêche illégale et au manque d'investissements publics pour leur protection et leur gestion durable.

LE PROJET

La finalité du programme est d'appuyer la définition et la mise en œuvre d'une politique publique de conservation, de gestion intégrée et d'usage durable des écosystèmes marins et côtiers en Équateur. Pour y contribuer, les objectifs spécifiques du programme sont :

- Le renforcement de la gouvernance pour une administration durable des ressources et écosystèmes marins et côtiers.
- La conservation, restauration et gestion effective des espaces marins et côtiers.
- La promotion de la soutenabilité économique, sociale et environnementale du secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Le programme s'appuie sur un financement budgétaire non affecté, une matrice de politiques publiques avec indicateurs de décaissements et de suivi, et un programme d'assistance technique.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

- La consolidation de la politique publique de conservation de la biodiversité marine et de l'utilisation durable des écosystèmes marins et littoraux.
- La mise en place de mécanismes de financement durable afin d'assurer la gestion efficace, sur le long terme, des aires marines et côtières protégées.
- L'amélioration des connaissances scientifiques sur les écosystèmes et ressources marins et côtiers.
- La promotion de mesures de gestion durable des pêcheries, contribuant à la préservation des ressources marines et à soutenir les revenus qu'en tirent les populations locales dans la durée.

- **Bénéficiaire**
République de l'Équateur
- **Outil de financement**
Prêt souverain à conditions de marché, d'une durée de vingt ans
- **Date de signature de la convention**
2024
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
100 M USD

Comptabilisation planète

54 % Climat
(39 % Adaptation
15 % Atténuation)

50 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afdquito@afd.fr

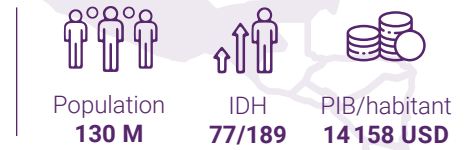
© Marcos Pin Mendez / AFD





RÉDUIRE L'EMPREINTE CARBONE DES BÂTIMENTS EN FINANÇANT DES INVESTISSEMENTS DANS L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Mexique



Ce projet soutient la banque Nafin dans le financement d'infrastructures durables au Mexique pour réduire l'empreinte carbone du secteur du bâtiment, tout en renforçant ses capacités institutionnelles en matière climatique et sociale.

LE CONTEXTE PAYS

Au Mexique, le secteur du bâtiment et de la construction joue un rôle de premier plan dans l'économie nationale et la création d'emplois. Toutefois, ce secteur consomme une quantité importante d'énergie et de ressources : il représente aujourd'hui plus de 20 % des émissions de CO₂ et 20 % des déchets produits. Pour que le Mexique atteigne ses objectifs de décarbonation et d'adaptation aux effets du réchauffement climatique, il est impératif de promouvoir l'efficacité énergétique dans les bâtiments ainsi que la construction durable. Cela nécessite des investissements importants ainsi que la mise en place d'incitations pour les constructeurs et les institutions financières, telles que la réduction du coût du financement et un accompagnement technique renforcé.

LE PROJET

Ce projet cherche à soutenir la banque de développement publique Nacional Financiera dans le financement de la construction ou de la rénovation durable de bâtiments, en particulier dans les secteurs industriel et hôtelier, afin de réduire l'empreinte carbone du Mexique et d'améliorer la résilience de ces bâtiments.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

L'impact principal du projet sera de renforcer le financement des investissements à faible empreinte carbone dans le secteur du bâtiment et de consolider les pratiques et les capacités de la banque de développement publique Nacional Financiera. Tous les investissements financés dans le cadre du projet respecteront les normes internationales en matière d'efficacité énergétique et de confort thermique, et présenteront 100 % de co-bénéfices climatiques.

Le programme d'assistance technique facilitera non seulement l'analyse de l'éligibilité et de l'impact des investissements sous-jacents, mais contribuera également à la mise en œuvre du plan d'action genre de Nafin et à l'analyse des risques climatiques physiques et de transition dans le portefeuille de la banque.

• **Bénéficiaire**
Banque de développement publique Nacional Financiera (Nafin)

• **Outil de financement**
Prêt et subvention

• **Date de signature de la convention**
2024

• **Statut du projet**
En cours

• **Montants engagés**
75 M USD de prêt et
1,5 M USD de subvention par l'AFD et
25 M USD par le GCF / PEEB COOL

Comptabilisation planète

100 % Climat
(30 % Adaptation
70 % Atténuation)

60 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afdmexico@afd.fr

© Stephan Hinni / Unsplash



PROMOUVOIR DES OPPORTUNITÉS DURABLES DANS LA CHAÎNE DE VALEUR DU CACAO D'EXCELLENCE

Équateur, Pérou et Colombie

Le FFEM soutient un partenariat innovant entre Kaoka, Alliance Bioversity-CIAT et Conservation International visant à développer une production durable de cacao en Amazonie, qui améliore les revenus des producteurs tout en protégeant la forêt.

LE CONTEXTE PAYS

La Colombie, l'Équateur et le Pérou représentent 10 % de la production mondiale de cacao. La production de ce dernier est un savoir-faire ancestral des populations autochtones de la région. C'est aussi une source importante de revenus, en particulier pour les populations rurales, notamment en raison de la forte demande des marchés internationaux, qui a entraîné une hausse de la production ces dernières années. Toutefois, l'expansion des terres agricoles menace particulièrement les écosystèmes forestiers des trois pays.

Face à ce constat, l'objectif du projet est d'encourager une culture de cacao en agroforesterie, durable, basée sur un modèle économique rentable et intégrée à une chaîne de valeur fonctionnelle, afin d'éviter la progression de la déforestation tout en assurant une bonne rémunération aux producteurs. Le FFEM s'engage ainsi aux côtés des acteurs qui veulent allier préservation des écosystèmes et développement local.

LE PROJET

Le projet repose sur quatre composantes clés :

- Développer une approche intégrée de la cacaoculture en systèmes agroforestiers conciliant production, restauration des sols et conservation des paysages.
- Renforcer les infrastructures et compétences des producteurs tout au long de la chaîne de valeur.
- Concevoir des outils participatifs d'analyse d'impact et de suivi des paysages productifs.
- Capitaliser les bonnes pratiques en agriculture durable et en conservation de la biodiversité.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Parmi les principaux impacts figurent la formation d'employés de trois organisations aux techniques post-récolte, la certification biologique ou équitable de 445 hectares et la création de 460 hectares de nouvelles plantations en agroforesterie, l'augmentation des revenus des producteurs grâce à une meilleure définition de leurs débouchés, l'amélioration de la santé des sols, la diffusion de méthodologies de restauration, la gestion communautaire de la surveillance des terres et la production de supports technico-scientifiques et de communication. À la fin de l'année 2024, plus de 2000 producteurs avaient été accompagnés et formés aux techniques de production de cacao durable, et près de 2 500 hectares avaient obtenu la certification bio-équitable.

CARACTÈRE INNOVANT DU PROJET

Avec l'appui du FFEM, ce projet propose une démonstration innovante de l'efficacité des solutions intégrées au niveau territorial, articulant à la fois chaîne de valeur durable et conservation des écosystèmes, dans une optique de protection des forêts et des sols. En outre, en s'appuyant sur des échanges régionaux de savoir-faire et de compétences par le biais d'un partenariat public-privé, cette initiative est exemplaire : elle participe à la diffusion et à l'appropriation d'expertises existantes trop peu connues et valorisées, et à la capitalisation d'expériences intéressantes.

- **Bénéficiaire**
Alliance Biodiversity-CIAT
- **Outil de financement**
Subvention
- **Date d'octroi (par bailleur)**
2020
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par le FFEM**
2,6 M€

Partenaires principaux



CONTACTS

_Communication_ffem@afd.fr

© Alliance of Biodiversity International & CIAT + Alejo-Garreta





RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DANS LE SECTEUR DES TRANSPORTS EN AMÉRIQUE LATINE

Argentine, Brésil, Colombie, Costa Rica, Mexique, Pérou, République dominicaine

L'objectif du programme E-Motion est de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports et d'accompagner la trajectoire bas-carbone de l'Amérique latine en promouvant une transition régionale à grande échelle vers la mobilité électrique.

LE CONTEXTE PAYS

L'Amérique latine est le continent le plus urbanisé de la planète, à savoir 80 % de sa population, ce qui s'accompagne de problématiques de mobilité urbaine particulièrement critiques (congestion, pollution, etc.). Le potentiel de la mobilité électrique y est élevé grâce à des mix énergétiques relativement bas-carbone, mais le coût d'entrée reste élevé et ces technologies se limitent dans certaines villes à des projets pilotes de bus ou taxis électriques ou des flottes d'entreprises électriques. Pour pouvoir mener à bien la transition vers la mobilité électrique en Amérique latine, les pays bénéficiaires ont besoin d'importantes ressources financières et d'un appui technique renforcé pour rendre la technologie électrique plus abordable, générer un effet catalyseur et entraîner un changement disruptif dans le marché.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le programme E-Motion contribuera à la réduction annuelle de 789 000 tonnes de CO₂, à l'amélioration de la qualité de l'air et à l'accessibilité d'un transport collectif fiable pour les populations les plus vulnérables. Il renforcera également la résilience des infrastructures urbaines et électriques, notamment via la réutilisation des batteries en unités de stockage. En parallèle, le programme favorise l'économie verte en soutenant la production locale et la création d'emplois, tout en intégrant de manière transversale les enjeux de genre dans chaque projet. Enfin, il appuiera l'évolution des cadres réglementaires et institutionnels pour favoriser la planification durable de la mobilité et assurer la répliquabilité des actions à plus grande échelle.

LE PROJET

Le programme E-Motion a pour but de réduire la pollution liée aux transports en Amérique latine en encourageant le développement de la mobilité électrique à grande échelle. Il accompagne les pays de la région dans leur transition vers un modèle plus respectueux du climat, en combinant des financements adaptés (notamment grâce à des prêts bonifiés du Fonds vert pour le climat et du groupe AFD). L'objectif est de changer en profondeur les habitudes de déplacement pour bâtir un système de transport plus durable.

- **Bénéficiaires**
Programme E-Motion
- **Outil de financement**
Prêts et subventions déléguées
- **Date de signature de la convention**
2024
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
116 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat
(100 % Atténuation)

Partenaires principaux



CONTACTS

_AFDpresse@afd.fr

© Esteban Castaño



ACCROÎTRE LA PARTICIPATION DES PEUPLES AUTOCHTONES À LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE EN AMAZONIE

Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, Guyane, Pérou, Suriname, Venezuela

Le programme Amazonia+ vise à accroître la participation des peuples autochtones et des communautés locales aux politiques et mécanismes de gouvernance environnementale et forestière dans l'Amazonie.

LE CONTEXTE PAYS

La forêt amazonienne représente 58 % des forêts tropicales mondiales, 20 % des ressources en eau douce et 20 % de la biodiversité de la planète. Sa préservation est un enjeu crucial pour la santé de la planète et de ses habitants. Toutefois, l'Amazonie est gravement affectée par la déforestation et la dégradation forestière résultant des activités humaines. Cette situation est exacerbée par le changement climatique, qui entraîne une diminution des précipitations et une augmentation des incendies. Le programme Amazonia+, financé par l'Union européenne, est né en réponse à la crise environnementale que connaît le bassin amazonien. Il s'inscrit dans le cadre de l'initiative Team Europe intitulée « Transition verte du bassin amazonien » qui vise à mobiliser et à coordonner les efforts en faveur de la gestion durable des ressources naturelles, du développement inclusif et des moyens de subsistance durables. Cela inclut la promotion de chaînes d'approvisionnement transparentes et exemptes de déforestation, la gouvernance environnementale, les droits de l'homme et les finances durables.

LE PROJET

Le programme Amazonia+ a pour objectif général d'améliorer la capacité des pays du bassin amazonien à atténuer les émissions de CO₂ et à s'adapter aux effets du changement climatique, à réduire de manière significative la déforestation et la dégradation des forêts (composante mise en œuvre par AICS et Fiap) et à améliorer la protection de leur biodiversité. La prévention de la déforestation et de la dégradation des forêts amazoniennes est renforcée en coopération avec les peuples autochtones et les communautés locales (composante mise en œuvre par Expertise France). L'objectif est de promouvoir une gouvernance forestière inclusive et participative, favorisant l'intégration des connaissances traditionnelles des peuples autochtones et des avancées scientifiques pour des décisions éclairées et durables.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Expertise France participe à renforcer les capacités des peuples autochtones à prendre part activement aux processus de gouvernance forestière à tous les niveaux de gouvernance. Cela se concrétise par le renforcement des compétences opérationnelles des communautés et organisations autochtones, soutenu par des micro-subventions pour des actions clés (comme le suivi de la déforestation ou la gestion des conflits). Parallèlement, une sensibilisation accrue du grand public au rôle crucial des défenseurs de l'environnement est également réalisée. Cette approche vise à créer des partenariats durables et équitables entre les communautés locales et les autorités pour une gestion forestière participative et respectueuse de l'environnement dans l'ensemble de la région amazonienne. Une attention particulière est portée à la place des femmes amazoniennes, en les accompagnant à travers des formations et appuis techniques pour qu'elles prennent pleinement part aux décisions liées à l'environnement.

Des progrès ont été réalisés, d'une part concernant la participation politique dans des espaces de dialogue, afin de mieux prendre en compte la dimension culturelle du feu dans la gestion intégrée des incendies, et insister sur l'importance de la production de connaissances scientifiques et interculturelles partagées pour la prise de décisions et la recherche de solutions.

• **Bénéficiaires**
OTCA, Coica, Filac, organisations autochtones amazoniennes, associations de femmes et de jeunes, institutions publiques (UNGRD, ministères de l'Environnement)

• **Outil de financement**
Gestion déléguée en MPCA lead AICS, Fiap et Expertise France en mise en œuvre

• **Date d'octroi (par bailleur)**
2023

• **Statut du projet**
En cours

• **Montant engagé par Expertise France**
6,4 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat

Partenaires principaux



CONTACTS

presse@expertisefrance.fr

© Amazonia+





Océan Atlantique

Océan Indien

Trois Océans

Les territoires insulaires, qu'ils soient des États insulaires indépendants ou des territoires d'Outre-mer, sont parmi les plus exposés aux effets du changement climatique. Pourtant, ils contribuent de manière infime aux émissions mondiales de gaz à effet de serre (moins de 1 %). Ces espaces subissent déjà des impacts significatifs, tels que hausse des températures, élévation du niveau de la mer, stress hydrique et perte de biodiversité, tandis que la fréquence et l'intensité des aléas climatiques (cyclones, inondations) continuent d'augmenter. Ces phénomènes ont des conséquences dévastatrices pour les îles, amplifiées par leurs vulnérabilités structurelles : la petite taille de leur territoire ou encore la concentration des populations et des infrastructures sur les littoraux.

Ces défis offrent aussi des opportunités stratégiques. Une transition énergétique bas-carbone réduit la dépendance aux énergies fossiles importées, sécurise l'approvisionnement énergétique et stimule des filières économiques durables. La protection et restauration des écosystèmes terrestres et marins de ces territoires, qui abritent 20 % de la biodiversité mondiale, permettent de renforcer la résilience, de préserver les ressources vitales issues de la pêche et de soutenir les économies locales. Les solutions fondées sur la nature constituent ainsi un levier clé pour concilier adaptation, transition et durabilité sur ces territoires insulaires.

34. *Appui au Fonds haïtien pour la biodiversité - Haïti*
35. *Accompagner la transition énergétique - Nouvelle-Calédonie*
36. *Protéger les forêts et la biodiversité marine - Papouasie-Nouvelle-Guinée*
37. *Soutenir Ecoener dans le développement d'une centrale photovoltaïque - République dominicaine*
38. *Renforcer la résilience des territoires des trois bassins océaniques (Caraïbes, océans Indien et Pacifique) face aux risques de catastrophes et aux crises sanitaires*
39. *S'engager pour une gestion durable des déchets dans le Pacifique*
40. *Climat du Pacifique, savoirs locaux et stratégies d'adaptation*
41. *Programme en faveur de la résilience, des énergies durables et de la biodiversité marine dans les pays et territoires d'Outre-mer des Caraïbes*
42. *Renforcer la résilience des États et territoires insulaires du Pacifique via le verdissement des systèmes financiers*
43. *Contribuer à l'accélération de la transition énergétique et résilience au changement climatique des PTOM européens et britanniques*

Océan Pacifique



APPUI AU FONDS HAÏTIEN POUR LA BIODIVERSITÉ

Haïti



Population
12 M



IDH
158/189



PIB/habitant
2 143 USD

Ce projet vise à doter le Fonds haïtien pour la biodiversité d'une capacité durable de financement en faveur de la biodiversité en Haïti. Il financera des actions de conservation qui permettront l'amélioration des conditions de vie des communautés qui en dépendent.

LE CONTEXTE PAYS

La Caraïbe est l'un des grands foyers mondiaux de biodiversité. En Haïti, une partie des espèces de plantes et d'animaux est endémique, elle n'existe nulle part ailleurs. Cette richesse se concentre dans les 33 aires protégées, toutes habitées par des communautés qui dépendent des ressources locales pour vivre. Cela entraîne une pression croissante sur les écosystèmes, y compris dans les zones environnantes, avec des impacts sur la survie de certaines espèces. La protection effective de ces zones nécessite des mécanismes de financement pérennes et adaptés.

LE PROJET

Le programme intervient selon deux axes :

- Un financement de 10 millions d'euros au Fonds haïtien pour la biodiversité (FHB) dont les revenus de placement financeront des projets de protection de la biodiversité.
- Un appui technique d'un million d'euros pour renforcer les capacités du FHB et du système national d'aires protégées.

Le FHB coordonne le programme et met en place un dispositif de subventions destiné à soutenir les acteurs de la conservation engagés sur le terrain.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le déploiement de financements durables permettra d'augmenter les superficies bénéficiant de programmes de restauration d'écosystèmes vulnérables et de conservation de la biodiversité. Le projet contribuera également au soutien des communautés riveraines des aires protégées, en encourageant des activités économiques alternatives, plus respectueuses de l'environnement. Il vise à favoriser l'émergence et le renforcement d'opérateurs experts dans le domaine de la restauration de la biodiversité, améliorant ainsi les pratiques de gestion ainsi que la gouvernance en matière de biodiversité.

À ce jour, environ 800 000 dollars sont mobilisés pour financer huit projets d'appui à la restauration et à la conservation de la biodiversité avec plus de 100 hectares de mangroves réhabilités et 80 hectares supplémentaires en cours de restauration. De plus, 350 jeunes ont été formés dont 150 à la gestion des ressources naturelles et 200 aux techniques d'apiculture.

- **Bénéficiaire**
Fonds haïtien pour la biodiversité
- **Outil de financement**
Subvention
- **Date d'octroi (par bailleur)**
2021
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
11 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat
(90 % Adaptation
10 % Atténuation)

100 %
Biodiversité

Partenaires principaux



fonds haïtien pour la
biodiversité

CONTACTS

afdsaintdomingue@afd.fr

© Shedline Aurélien





ACCOMPAGNER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Nouvelle-Calédonie



Population
290 000

L'AFD accompagne la transition énergétique de la Nouvelle-Calédonie en finançant le projet de batterie-système du gestionnaire de réseau Enercal, clé pour l'intégration massive d'énergie solaire et la décarbonation du territoire.

LE CONTEXTE PAYS

La Nouvelle-Calédonie est l'un des plus gros émetteurs de gaz à effet de serre par habitant. Son gouvernement est engagé dans une politique de transition énergétique qui vise le réseau public et, progressivement, l'industrie métallurgique, qui consomme une énergie très carbonée. Pour réduire ses émissions et sa dépendance aux combustibles fossiles importés, la collectivité de Nouvelle-Calédonie ambitionne de maîtriser sa consommation d'énergie et d'intégrer massivement des énergies renouvelables à son réseau. L'AFD, bailleur historique du gestionnaire Enercal, déploie des fonds du ministère des Outre-mer pour accompagner cette transition.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

En permettant l'intégration de 150 MW d'électricité d'origine solaire additionnels, Best s'inscrit dans la stratégie de transition énergétique de Nouvelle-Calédonie. Le projet permet également, par les services réseaux connexes qu'il rendra, d'améliorer la qualité de fourniture et de soutenir le réseau en cas de rupture Nord-Sud. Il participe enfin au développement économique local notamment de la commune de Poya grâce aux créations d'emploi et retombées économiques attendues sur la zone.

LE PROJET

Le projet Best (Battery Energy Storage Technology) consiste à installer une batterie lithium-ion de 25 MW permettant un stockage rapide de l'énergie. Ce dispositif stabilisera le réseau électrique, facilitera l'intégration de 150 MW d'énergie solaire supplémentaires et amorcera la décarbonation du mix énergétique calédonien. Il est prévu que ce premier dispositif de stockage et régulation sur la Grande-Terre soit suivi d'autres dispositifs similaires pour accompagner la décarbonation totale du réseau public d'ici 2030.

- **Bénéficiaire**
Enercal
- **Outil de financement**
Prêt souverain
- **Date de signature de la convention**
2022
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
18 M€

Comptabilisation planète

74 % Climat
(74 % Atténuation)

Partenaires principaux



CONTACTS

afdnoumea@afd.fr

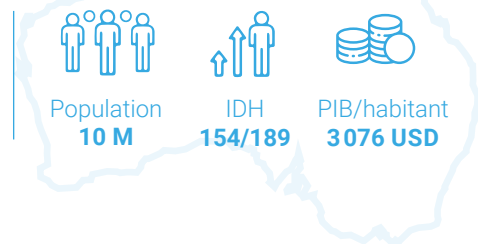
© Enercal / AFD





PROTÉGER LES FORÊTS ET LA BIODIVERSITÉ MARINE

Papouasie- Nouvelle-Guinée



Ce projet vise à la conservation de la biodiversité et à la gestion durable des écosystèmes forestiers et marins tout en améliorant les conditions de vie des populations autochtones en Papouasie-Nouvelle-Guinée et leur résilience au changement climatique.

LE CONTEXTE PAYS

La Papouasie-Nouvelle-Guinée abrite la troisième plus grande forêt primaire du monde et 7 % de la biodiversité mondiale. Mais la croissance démographique et les besoins de développement exercent une pression croissante sur les écosystèmes dont dépend la majorité de la population ; ces forêts représentent également d'importants puits de carbone qui absorbent plus de carbone qu'elles n'en émettent. Le pays est également très exposé aux effets du changement climatique, qui aggrave ces pressions et menace les moyens de subsistance. Comme 97 % des terres relèvent du droit coutumier, ce sont les communautés locales qui prennent la plupart des décisions de gestion, de développement ou de conservation. Dans ce contexte, le projet SoNG (Solwara Na Graun blo Pipol) constitue la contribution française au *country package* de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, cadre de coopération pluriannuel aligné sur la stratégie nationale en faveur de la protection des forêts et de la gestion durable des ressources naturelles.

LE PROJET

Le projet SoNG a pour objectif de préserver la biodiversité et de promouvoir une gestion durable et équitable des écosystèmes forestiers et marins en Papouasie-Nouvelle-Guinée, tout en améliorant les conditions de vie des communautés locales et des peuples autochtones. Il soutient les initiatives de conservation portées par la société civile et les communautés, tout en favorisant des pratiques agricoles et de pêche durables qui génèrent des revenus. Le projet appuie également la cohérence des politiques publiques

mis en œuvre au niveau national et local en matière de gestion des ressources naturelles, encourage la reconnaissance et la valorisation des savoirs traditionnels liés à la biodiversité, et renforce les capacités du Fonds climat et biodiversité (FCB) afin d'assurer un financement durable des actions de conservation.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus concernent d'abord l'objectif de protéger 30 % des terres et mers d'ici 2030. Cela inclut la gestion communautaire de 30 000 hectares de forêts dans le corridor de Bismarck, l'extension de 20 000 hectares supplémentaires de zones de conservation, la gestion renforcée de 1,7 million d'hectares de zones marines protégées et la création de 2,9 millions d'hectares supplémentaires. Des lignes directrices nationales seront également produites pour appuyer la mise en place de nouvelles zones protégées.

En parallèle, le projet vise à réduire la déforestation et à préserver la biodiversité en améliorant les moyens de subsistance des populations locales grâce à des chaînes de valeur durables dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche. Des plans d'affaires adaptés aux besoins locaux seront mis en place pour soutenir des activités économiques inclusives et équitables, au bénéfice d'au moins 15 000 personnes du corridor forestier et marin de Bismarck.

- **Bénéficiaires**
Wildlife Conservation Society et Expertise France
- **Outil de financement**
Subvention
- **Date de signature de la convention**
2024
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
8 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat
(50 % Adaptation
50 % Atténuation)

100 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afdportmoresby@afd





SOUTENIR ECOENER DANS LE DÉVELOPPEMENT D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE

République dominicaine



Population
11,3 M



IDH
79/189



PIB/habitant
10875 USD

Proparco finance une centrale solaire ambitieuse qui participe à la décarbonation de la République dominicaine et à sa progressive indépendance énergétique.

LE CONTEXTE PAYS

Pays insulaire, la République dominicaine dispose de ressources énergétiques limitées et dépend largement des importations de pétrole, de charbon et de gaz pour sa consommation. Son taux d'indépendance énergétique est faible (14 %) et continue de baisser face à la croissance des besoins en énergies fossiles. Pour y remédier, la société espagnole Ecoener, spécialisée dans les énergies renouvelables, exploite ou construit actuellement cinq centrales solaires dans le pays, offrant un potentiel de 280 MW et contribuant ainsi à réduire la dépendance énergétique et à décarboner l'économie.

LE PROJET

Dans le cadre de son appui aux entreprises engagées dans le développement durable, Proparco, filiale du groupe AFD, a accordé un prêt de 43,1 millions de dollars (41 millions d'euros) à Ecoener pour financer la centrale photovoltaïque Payita 1. Ce projet permettra de générer des retombées positives pour les communautés locales.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le soutien de Proparco aidera Ecoener à poursuivre son développement pour devenir l'un des principaux producteurs d'énergies renouvelables en République dominicaine, contribuant à l'indépendance énergétique, à la décarbonation et au développement économique et social du pays. La centrale solaire Payita 1, d'une capacité de 60 MW, bénéficie d'un contrat d'achat d'énergie de quinze ans avec Edenorte, garantissant 142 millions de dollars de revenus. Ce financement renforce la solidité financière d'Ecoener avec un prêt à long terme. Payita 1 produira 118 GWh par an, soit l'équivalent de la consommation de 29 600 foyers, et permettra d'éviter chaque année la consommation de 10 000 tonnes de combustibles fossiles soit 64 000 tonnes de CO₂.

- **Bénéficiaire**
Ecoener
- **Outil de financement**
Prêt
- **Date de signature de la convention**
2024
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par Proparco**
41 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat
(100 % Atténuation)

Partenaires principaux



CONTACTS

_AFDpresse@afd.fr

© Ecoener/AFD





RENFORCER LA RÉSILIENCE DES TERRITOIRES DES TROIS BASSINS OCÉANIQUES FACE AUX RISQUES DE CATASTROPHES ET AUX CRISES SANITAIRES

Caraïbes, pays et territoires d'Outre-mer de l'océan Indien et du Pacifique Sud

Le projet Trois Océans renforce la résilience des territoires des trois bassins océaniques (Caraïbes, océans Indien et Pacifique) face aux risques de catastrophes, aux crises sanitaires, aux effets du changement climatique et aux inégalités de genre

LE CONTEXTE RÉGIONAL

Les petits États insulaires en développement, représentant 29 % des membres de l'Onu, sont parmi les plus vulnérables face aux bouleversements climatiques. Unis par la Déclaration de Samoa (2014), ils font résonner leur voix pour alerter sur les impacts déstabilisants de ces événements dans les bassins du sud-ouest des Caraïbes, de l'océan Indien et du Pacifique Sud. Ces trois bassins océaniques sont également en proie au risque épidémique (rougeole, dengue, zika, chikungunya...). Sous l'effet du changement climatique, le développement de maladies transmissibles dans ces régions pourrait s'accroître, rendant ainsi d'autant plus actuel le concept One Health, développé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui souligne la nécessité de prendre conjointement en compte les santés humaine, animale et environnementale.

LE PROJET

Le projet Trois Océans vise à réduire l'impact des catastrophes naturelles, des crises sanitaires et du changement climatique sur les populations côtières, en intégrant la gestion des risques dans les stratégies des acteurs clés.

La troisième phase, suivant les actions lancées depuis 2019, intègre de nouvelles priorités, notamment environnementales et de genre. Elle s'articule autour de deux objectifs :

1. Renforcer la coordination régionale en partageant l'expertise et en développant des cadres de collaboration intégrant environnement et genre.

2. Renforcer les capacités locales des communautés, institutions et acteurs du mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge (CRCR) pour mieux prévenir, préparer et répondre aux risques, avec une approche environnementale et de genre.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

La troisième phase du projet Trois Océans vise à renforcer les plateformes régionales des Caraïbes (Pirac), de l'océan Indien (Piroi) et du Pacifique Sud (Pirops) afin d'améliorer les capacités des partenaires du CRCR en gestion des risques de catastrophes, premiers secours et intégration de l'approche Protection, genre et inclusion. Le projet développe des outils, formations et équipements adaptés, tout en consolidant la coordination interocéanique et la prise en compte des enjeux de genre et d'environnement.

Parmi les principaux résultats, on compte l'inauguration du Piroi Center à La Réunion en novembre 2024, centre régional d'expertise et d'innovation dédié à la réduction des risques de catastrophes et du changement climatique. Un entrepôt humanitaire régional est également en construction en Guadeloupe. Dans le Pacifique, la Pirops a renforcé ses capacités logistiques et opérationnelles, améliorant la gestion des stocks et la formation des volontaires en Eau, assainissement et hygiène (EAH). Le projet contribue ainsi à réduire les vulnérabilités sociales et bénéficie indirectement à près de dix millions de personnes.

• **Bénéficiaire**
Croix-Rouge française (CRF)

• **Outil de financement**
Subvention

• **Date de signature de la convention**
2024

• **Statut du projet**
En cours

• **Montant engagé par l'AFD**
12 M€

Comptabilisation planète

80 % Climat
(70 % Adaptation
10 % Atténuation)

Partenaires principaux



CONTACTS

_AFDpresse@afd.fr

© Croix-Rouge française





S'ENGAGER POUR UNE GESTION DURABLE DES DÉCHETS DANS LE PACIFIQUE

Fidji, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu, Kiribati, Tuvalu, Wallis-et-Futuna, Polynésie française

Améliorer les activités de gestion durable des déchets marins, des huiles usagées et promouvoir l'économie circulaire dans le Pacifique.

LE CONTEXTE PAYS

La gestion des déchets dans le Pacifique constitue un défi majeur pour le développement durable des États et territoires insulaires océaniques. Ces territoires présentent des caractéristiques spécifiques – isolement géographique, superficie réduite, éloignement des centres urbains, manque de ressources humaines et forte densité de population – qui complexifient la mise en place de systèmes efficaces de gestion des déchets.

La mauvaise gestion des déchets, notamment leur rejet dans les milieux naturels, est aggravée par la vulnérabilité climatique des îles. Les événements climatiques extrêmes favorisent en effet la dispersion des déchets, génèrent des déchets additionnels et étendent les zones de contamination, ce qui compromet la santé des écosystèmes et des communautés locales.

ainsi que dans deux territoires ultramarins (Wallis-et-Futuna et Polynésie française). Le projet se focalisera sur le financement de projets pilotes ciblant les déchets marins, les huiles usagées et les déchets solides, en lien avec les principes de l'économie circulaire. Par ailleurs, il accompagnera les décideurs publics dans le développement de politiques publiques pour une gestion durable des déchets.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus du projet incluent la protection de la biodiversité des littoraux, des cours d'eau et des sols, par la réduction des volumes de déchets ainsi que des risques de contamination et de pollution associés, dans les États et territoires insulaires bénéficiaires.

LE PROJET

Le projet s'inscrit dans la continuité des appuis apportés depuis 2018 dans la région sur la gestion des déchets. La phase initiale a permis de dégager de bonnes pratiques et des solutions répliquables sur différents territoires. Elle a également produit des données pour orienter les politiques publiques, grâce notamment au financement d'audits de plages pour identifier les plastiques les plus problématiques et sensibiliser les décideurs. Swap 2 s'inscrit donc dans la continuité d'une première phase réussie, en élargissant son périmètre d'intervention de six à neuf bénéficiaires. Il financera des actions dans sept États insulaires (Fidji, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu, Kiribati et Tuvalu)

• **Bénéficiaire**
Programme régional océanien de l'environnement (PROE)

• **Outil de financement**
Subvention

• **Date de signature de la convention**
2024

• **Statut du projet**
En cours

• **Montant engagé par l'AFD**
4,3 M€

Comptabilisation planète

58 % Climat
(4 % Adaptation
54 % Atténuation)

40 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afdnoumea@afd.fr





CLIMAT DU PACIFIQUE, SAVOIRS LOCAUX ET STRATÉGIES D'ADAPTATION

Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Vanuatu, Wallis et Futuna

Un projet de recherche interdisciplinaire qui combine données scientifiques et savoirs locaux pour renforcer la résilience climatique des îles du Pacifique et appuyer les politiques publiques d'adaptation.

LE CONTEXTE PAYS

Les États et territoires insulaires du Pacifique sont particulièrement exposés aux effets du changement climatique, qui se manifestent déjà par des phénomènes tels que les cyclones, la montée du niveau de la mer, les précipitations intenses, les vagues de chaleur terrestres et marines ainsi que les sécheresses. L'adaptation à ces impacts est devenue un enjeu crucial pour la survie et le bien-être des populations insulaires. Le projet Clipssa se propose d'accompagner ces États et territoires dans le développement et la mise en œuvre de leurs stratégies d'adaptation au changement climatique.

LE PROJET

Le projet Clipssa est une initiative de recherche-action menée en partenariat par Météo France, l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et l'AFD avec pour objectif de nourrir, outiller et soutenir les capacités d'adaptation au changement climatique de ces îles. Il consiste d'abord à produire des données climatiques inédites en affinant la résolution des modèles climatiques, passant d'échelles de 100 km à 20 km jusqu'à 2,5 km. Le projet modélise ensuite les impacts des changements climatiques sur des secteurs prioritaires pour les populations locales, tels que l'agriculture et la gestion de l'eau. Parallèlement, des études sur le terrain analysent la manière dont les communautés

produisent et partagent de nouveaux savoirs d'adaptation. Enfin, les résultats du projet servent à orienter les politiques publiques d'adaptation grâce à la mise à disposition d'assistances techniques spécialisées au bénéfice des territoires concernés.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet Clipssa prévoit plusieurs résultats clés : la production de simulations climatiques à haute résolution, spécifiques à l'échelle insulaire, ainsi qu'une analyse approfondie des savoirs et pratiques locales propres à chaque territoire. Ces travaux permettront une meilleure anticipation des évolutions climatiques dans le Pacifique Sud (vagues de chaleur, sécheresses, précipitations, cyclones) et des risques sectoriels associés. Par exemple, grâce à son modèle climatique plus précis, Clipssa a étudié l'évolution des pluies en Nouvelle-Calédonie, permettant d'en identifier les impacts concrets sur les rendements agricoles et la sécurité alimentaire. Le renforcement des stratégies territoriales d'adaptation au climat est soutenu par des assistances techniques financées par le projet, ainsi que par l'exploitation des données climatiques générées. Les résultats de Clipssa sont diffusés via des portails en ligne spécialisés dans le climat et la gestion des risques, et adaptés sous forme de documents accessibles au grand public.

- **Bénéficiaires**
IRD, Météo France
- **Outil de financement**
Subvention
- **Date de signature de la convention**
2021
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
1,2 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat
(100 % Adaptation)

100 %
Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

<https://clipssa.org/contact/>





PROGRAMME EN FAVEUR DE LA RÉSILIENCE, DES ÉNERGIES DURABLES ET DE LA BIODIVERSITÉ MARINE DANS LES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER DES CARAÏBES

Saint-Barthélemy, Anguilla, îles Vierges britanniques, îles Caïmans, Montserrat, Turks et Caïcos, Aruba, Bonaire, Curaçao

Appuyer les efforts nationaux de développement humain durable des pays et territoires d'Outre-mer des Caraïbes

- **Bénéficiaire**
Pays et territoires d'Outre-mer des Caraïbes bénéficiant du programme Resembid
- **Outil de financement**
11^e Fonds européen de développement
- **Date d'octroi (par bailleur)**
2018-2025
- **Statut du projet**
Achevé
- **Montants du projet**
37 M€

Partenaires principaux



LE CONTEXTE PAYS

Dotés d'écosystèmes marins riches, d'un fort potentiel économique, de nombreuses sources d'énergies renouvelables, les pays et territoires d'Outre-mer (PTOM) des Caraïbes se sont engagés sur une trajectoire de développement durable. Cependant, la conciliation entre développement humain et durabilité environnementale dans ces territoires est aujourd'hui fragilisée par plusieurs défis majeurs : une forte exposition aux impacts négatifs du changement climatique, une dépendance significative aux énergies fossiles dans certains cas, entraînant une empreinte carbone élevée et un déséquilibre de la balance des paiements, ainsi qu'une exploitation non durable des écosystèmes marins.

LE PROJET

Le programme Resembid entend soutenir les efforts des PTOM des Caraïbes en matière de développement humain durable. Il poursuit trois objectifs spécifiques : renforcer l'efficacité énergétique des infrastructures les plus consommatrices, améliorer la protection et la gestion durable de la biodiversité marine, et accroître la résilience de ces territoires face aux phénomènes naturels extrêmes et récurrents.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus du programme Resembid incluent l'élaboration de normes d'efficacité énergétique pour tous types de bâtiments dans les PTOM et le renforcement des politiques de gestion durable de la biodiversité marine via une stratégie de « développement bleu » fondée sur des données. Le programme prévoit également de contribuer à la restauration et au suivi de la biodiversité marine, le renforcement des actions contre la pêche illégale et la pollution des écosystèmes côtiers, ainsi que le développement des capacités locales en gestion des risques de catastrophe.

À ce jour, les résultats du programme incluent notamment la sensibilisation et le développement des capacités locales en gestion des risques de catastrophe d'au moins 500 000 personnes grâce à des campagnes dans les différents territoires et l'adoption ou la modernisation de 14 textes de politiques publiques dans des domaines de protection de l'environnement et de la transition énergétique.

CONTACTS

presse@expertisefrance.fr
info@resembid.org

© Queen Conch Hatchery, Curaçao





RENFORCER LA RÉSILIENCE DES ÉTATS ET TERRITOIRES INSULAIRES DU PACIFIQUE VIA LE VERDISSEMENT DES SYSTÈMES FINANCIERS

16 États et territoires insulaires du Pacifique

Le GPFS (Greening the Pacific Financial Systems) vise à renforcer la finance verte et à améliorer la résilience des systèmes financiers face aux risques liés au changement climatique dans les pays insulaires du Pacifique.

LE CONTEXTE PAYS

Les États insulaires du Pacifique font face à une double vulnérabilité, climatique et financière. La fréquence et l'intensité croissantes des événements climatiques extrêmes pèsent lourdement sur les finances de ces territoires. Cependant, les impacts du changement climatique sur la stabilité financière restent encore peu pris en compte par les banques publiques et privées. Il devient donc essentiel de mobiliser les systèmes financiers pour contribuer à renforcer la résilience de ces pays face aux effets du changement climatique. Dans cette optique, les six banques centrales de la région et les membres de l'Association des institutions financières de développement du Pacifique souhaitent jouer un rôle clé dans l'adoption de pratiques financières durables et adaptées.

d'activités, l'amélioration des services aux membres et des études de faisabilité sur les opportunités d'intégration régionale renforcée. Enfin, il finance des initiatives nationales ou régionales complémentaires issues de ce renforcement du dialogue entre acteurs financiers.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet vise à renforcer la capacité des États et territoires insulaires du Pacifique à faire face au changement climatique en consolidant et en coordonnant leurs systèmes financiers. Il ambitionne de réduire leur vulnérabilité économique aux chocs climatiques, de favoriser une meilleure intégration régionale autour des enjeux de résilience, d'adaptation, d'atténuation et de protection de la biodiversité, tout en soutenant l'implication accrue du secteur privé dans le financement climatique.

LE PROJET

Le projet a pour objectif de renforcer la résilience des systèmes financiers des États et territoires insulaires du Pacifique en intégrant les risques climatiques dans leurs opérations, leur planification et la mobilisation de financements pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Il soutient le réseau des banques centrales de la région via le Forum des gouverneurs, pour améliorer leur coordination et leurs compétences. Le projet accompagne également la banque centrale de Papouasie-Nouvelle-Guinée dans le déploiement de sa stratégie de finance verte et inclusive, notamment par la création d'un centre dédié et l'étude d'un outil innovant de refinancement vert. Par ailleurs, le projet appuie la coopération entre les banques publiques de développement du Pacifique, en finançant l'élaboration d'un programme

• **Bénéficiaires**
Banques centrales du Pacifique, l'Association des institutions financières de développement du Pacifique et banques publiques de développement du Pacifique

• **Outil de financement**
Subvention

• **Date de signature de la convention**
2024

• **Statut du projet**
En cours

• **Montant engagé par l'AFD**
9,5 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat

(50 % Adaptation
50 % Atténuation)

26 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afdnoumea@afd.fr

© GGGI





- **Bénéficiaire**
25 pays et territoires bénéficiaires du programme
- **Outil de financement**
Fonds européen de développement (FED) délégués
- **Date d'octroi (par bailleur)**
2020
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'Union européenne**
17,8 M€

Partenaires principaux



CONTACTS

green-overseas
@expertisefrance.fr

© Green Overseas / AFD

CONTRIBUER À L'ACCÉLÉRATION DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

25 pays et territoires Outre-mer européens et britanniques

Ce programme vise à accélérer la transition énergétique et à accroître la résilience climatique de 25 pays et territoires d'Outre-mer européens et britanniques.

LE CONTEXTE PAYS

Répartis à travers les océans, des pôles aux tropiques, les pays et territoires d'Outre-mer européens et britanniques abritent une biodiversité exceptionnelle ainsi qu'une diversité culturelle unique. Ces 25 territoires, souvent isolés géographiquement, sont fortement dépendants des importations d'énergies fossiles pour répondre à leurs besoins énergétiques, ce qui représente un défi majeur dans leur transition vers des sources d'énergie renouvelables et durables. Leur situation géographique les expose à des risques environnementaux importants et aggrave leur vulnérabilité face au changement climatique, qui menace non seulement les écosystèmes uniques qu'ils abritent, mais aussi la stabilité économique, sociale et environnementale de ces territoires.

LE PROJET

Le programme Green Overseas (GO) a pour objectif d'apporter un appui adapté à chaque pays et territoire bénéficiaire, tout en favorisant une dynamique collective à différentes échelles. Il repose sur deux dispositifs principaux :

- La facilité GO : ouverte depuis septembre 2022, elle permet à chaque territoire de proposer une ou deux actions ciblées, alignées sur ses priorités et politiques publiques, avec un budget défini. À ce jour, 32 demandes de projets ont été déposées, dont plus de 20 sont actuellement en cours, à différents stades de mise en œuvre.

- Les communautés GO : espaces de coopération qui favorisent le partage d'expériences, de bonnes pratiques et l'accès à des activités collectives autour de thématiques transversales comme la résilience climatique, la transition énergétique ou la finance climat. Elles regroupent des formations en ligne, des ateliers et visites de terrain, ainsi que la production d'outils pratiques et de documents de référence, tels que des catalogues d'études de cas.

En complément, une plateforme en ligne GO viendra renforcer ces échanges, en centralisant et diffusant outils, connaissances et retours d'expérience entre les acteurs impliqués.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet vise à renforcer les compétences des représentants institutionnels des PTOM sur trois axes : transition énergétique, résilience climatique et finance climat. À ce jour, 84 % des membres des gouvernements des PTOM déclarent avoir renforcé leurs compétences sur ces thématiques, et 528 représentants institutionnels ont été formés.

Les PTOM adoptent progressivement un positionnement commun pour améliorer l'accès aux financements publics et privés, tandis que les administrations renforcent leurs capacités à mobiliser ces fonds.

Par ailleurs, 26 projets de la facilité ont été financés et sont actuellement en phase de mise en œuvre, répartis selon les thématiques résilience climatique et transition énergétique, traduisant concrètement les objectifs du programme.





Orients

La zone « Orients », qui couvre l'Europe, le Proche-Orient et l'Asie, est au cœur des dynamiques mondiales de transition en raison de son poids démographique et économique, avec près de la moitié de la population et un quart de la richesse mondiale. Ce vaste espace représente plus de 40 % des émissions mondiales de CO₂ et cette part est amenée à augmenter, en raison d'une demande énergétique croissante et d'une encore large dépendance aux énergies fossiles. Inondations, sécheresses, cyclones ou encore tsunamis, les territoires des « Orients » sont également exposés à de nombreux événements climatiques extrêmes, avec une majorité de la population vivant en zone côtière. La zone abrite, en outre, plus du tiers des hotspots de biodiversité de la planète et est fortement affectée par la perte en capital naturel liée aux activités humaines.

Pour répondre à ces enjeux, des solutions différenciées sont mises en place pour accompagner les trajectoires de développement des pays d'« Orients » et soutiennent la décarbonation des systèmes énergétiques, la gestion durable de l'eau et des sols, la protection de la biodiversité et l'économie bleue, ainsi que la réduction des risques de catastrophe naturelle.

46. *Promouvoir les pratiques durables du secteur textile et cuir afin de réduire les rejets polluants - Bangladesh*
47. *Renforcer la résilience de la vallée de la rivière Svay Check en améliorant des pratiques agricoles et en intégrant des solutions fondées sur la nature - Cambodge*
48. *Réduire les risques de catastrophes de l'État du Himachal Pradesh - Inde*
49. *Lutter contre les débris plastiques marins - Indonésie*
50. *Soutenir les revenus agricoles dans le Nord - Jordanie*
51. *Renforcer les capacités de gestion de catastrophes dont les risques d'inondations - Liban*
52. *Contribuer à l'amélioration du mix énergétique en finançant une centrale solaire à grande échelle, assortie d'une capacité de stockage par batterie - Ouzbékistan*
53. *Appui à la mise en œuvre de la Contribution déterminée nationale dans les secteurs prioritaires de la gouvernance climatique, de l'agriculture résiliente, de la transition énergétique et des transports bas-carbone - Philippines*
54. *Accompagner un leader du textile dans sa stratégie durable - Turquie*
55. *Soutenir la prévention des inondations et des érosions dans la province de Bac Kan en accompagnant les autorités locales pour diversifier leur stratégie d'adaptation - Vietnam*



PROMOUVOIR LES PRATIQUES DURABLES DU SECTEUR TEXTILE ET CUIR AFIN DE RÉDUIRE LES REJETS POLLUANTS

Bangladesh



Population
171 M



IDH
129/189



PIB/habitant
2593 USD

Ce projet vise à promouvoir les pratiques durables du secteur textile et cuir au Bangladesh afin de réduire les rejets polluants. En réduisant ainsi la pression sur les ressources en eau et en préservant les écosystèmes du Bangladesh, le projet contribue à l'adaptation au changement climatique et à la préservation de la biodiversité.

LE CONTEXTE PAYS

Classé parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique selon l'indice ND-Gain, le Bangladesh subit déjà de fortes pressions liées aux inondations urbaines et côtières ainsi qu'aux cyclones. L'ambition du pays de rejoindre la catégorie des pays développés d'ici 2041 dépend largement de sa capacité à s'adapter à ces risques climatiques.

Parallèlement, le secteur textile, moteur de l'économie nationale, exerce une forte pression environnementale : pollution des rivières par des effluents toxiques, surexploitation des ressources en eau, dégradation des sols et pollution atmosphérique. Ces impacts peuvent créer des compétitions entre l'eau potable disponible pour une population urbaine en forte croissance en raison des migrations dues au changement climatique et l'utilisation et la pollution de ces mêmes ressources en eau par les secteurs textile et cuir. Ces impacts menacent également la biodiversité, détruisent les habitats naturels et amplifient les effets du changement climatique sur les écosystèmes.

LE PROJET

La Fondation ZDHC (Zero Discharge of Hazardous Chemicals) est une fondation à but non lucratif créée à l'initiative de plusieurs marques occidentales du secteur textile et cuir (y compris des marques françaises). Plus de 10 500 usines dans le monde (dont plus de 600 au Bangladesh) mettent en œuvre actuellement la « feuille de route ZDHC » permettant aux entreprises de progresser dans la gestion durable de la chimie, de réduire la toxicité de leurs rejets et plus largement de réduire leur impact environnemental.

En soutenant la fondation ZDHC, le projet permettra notamment d'accompagner une centaine d'usines du secteur textile et cuir au Bangladesh afin de rendre leur gestion de la

chimie durable, et de réduire leur impact sur l'environnement du Bangladesh. Le projet permettra également d'accompagner un nombre significatif d'usines au Bangladesh dans leur réduction des émissions de gaz à effet de serre. *In fine*, le projet prévoit des incitations pour les usines participantes en fournissant aux usines bénéficiaires qui amélioreront leurs pratiques environnementales un meilleur accès aux entreprises internationales qui souhaitent voir les pratiques de leurs chaînes de valeur plus durables.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet réduira les rejets polluants du secteur textile et du cuir pour protéger les eaux de surface de Dacca et limiter la pression sur les nappes souterraines, contribuant ainsi à une meilleure disponibilité des ressources en eau pour la population urbaine en forte croissance. En outre, ce projet, en réduisant les rejets polluants dans l'environnement, contribuera à la préservation des écosystèmes locaux. Le projet favorise également une économie durable en intégrant les PME locales aux chaînes de valeur internationales et renforce la gouvernance grâce à des actions de sensibilisation et de formation auprès des acteurs clés réunis dans un comité consultatif (ministères, banque centrale Bangladesh Bank, associations professionnelles).

Plus globalement, le projet contribue à l'amélioration des pratiques dans les chaînes de valeur internationales en réduisant les impacts environnementaux des productions du secteur textile et cuir tout en facilitant les mises en contact des usines ayant des pratiques désormais durables avec des acheteurs internationaux.

- **Bénéficiaire**
Fondation ZDHC - Zero Discharge of Hazardous Chemicals
- **Outil de financement**
Subvention
- **Date de signature de la Convention**
2024
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
1,3 M€

Comptabilisation planète

60 % Climat
(50 % Adaptation
10 % Atténuation)

40 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afddacca@afd.fr /
communications@zdhc.org

© Srishti Bhardwaj / Ofred Studios / Proparco





RENFORCER LA RÉSILIENCE DE LA VALLÉE DE LA RIVIÈRE SVAY CHEK EN AMÉLIORANT DES PRATIQUES AGRICOLES ET EN INTÉGRANT DES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE

Cambodge



Population
17 M



IDH
151/189



PIB/habitant
2 628 USD

Le projet vise à renforcer la résilience de la vallée de la rivière Svay Chek, en favorisant un écosystème résilient, durable et bien gouverné qui soutient la croissance économique, la durabilité environnementale, la gestion intégrée des ressources en eau dans le bassin-versant et l'amélioration des moyens de subsistance.

LE CONTEXTE PAYS

Le Cambodge est un pays majoritairement rural dont la société et l'économie dépendent étroitement des systèmes fluviaux du Mékong et du Tonlé Sap. Les communautés rurales y vivent depuis des générations en harmonie avec les cycles naturels de ces cours d'eau. Cependant, l'intensification des événements climatiques (inondations et sécheresses) pose de nouveaux défis au développement du pays, à sa croissance économique et à la subsistance des populations.

Le bassin-versant de la rivière Svay Chek, partagé entre la Thaïlande (44 %) et le Cambodge (56 %, province de Banteay Meanchey), figure parmi les plus vulnérables du pays. Côté cambodgien, près de 100 000 habitants vivent dans une zone densément peuplée, en forte croissance démographique et plus pauvre que la moyenne nationale. L'agriculture, principale source d'emploi, y subit déjà les effets du changement climatique, avec des rendements inférieurs et en déclin.

LE PROJET

L'objectif à long terme du projet est d'améliorer les conditions de vie dans le bassin-versant de la rivière Svay Chek et de renforcer la résilience de la région face aux inondations et à la sécheresse, grâce à une gestion intégrée des ressources en eau et à des solutions fondées sur la nature. Le projet prévoit la réhabilitation des infrastructures hydrauliques et la restauration des flux écologiques, tout en promouvant une agriculture durable via le renforcement des capacités communautaires et la planification. Il contribuera à mieux gérer les événements climatiques extrêmes par l'augmentation des capacités de stockage d'eau, la restauration du fonctionnement écologique de la rivière (zones humides, dispositifs de régulation des débits) et l'amélioration de 12 000 hectares de périmètres irrigués. Il soutiendra

également le développement d'une agriculture durable, résiliente et productive, fondée sur la diversification, la restauration des sols et la réduction des intrants chimiques. Enfin, le projet comprend la mise en place de structures de gouvernance locales, de bassin et transfrontalières, l'élaboration d'un plan de gestion et d'un système d'alerte précoce, ainsi qu'un dispositif de suivi-évaluation, avec une attention spécifique à une meilleure intégration des femmes dans ces dispositifs de gouvernance.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet bénéficiera à près de 100 000 habitants du bassin de la rivière Svay Chek. Il prévoit la restauration des flux de la rivière, la reforestation, la réhabilitation des zones humides, permettant un renforcement de la résilience du bassin-versant aux aléas climatiques – sécheresses et inondations. Le projet permettra également la promotion de pratiques agroécologiques visant à réduire l'usage de produits chimiques et à améliorer la fertilité des sols, ce qui aura un effet positif sur la biodiversité.

Le projet comprend également des actions spécifiques pour renforcer la participation des femmes dans la gouvernance des ressources naturelles et dans les instances de gestion territoriale. En réduisant les risques climatiques à l'échelle du bassin-versant, il contribuera à améliorer la performance économique des exploitations agricoles et à réduire les inégalités dans la région.

• **Bénéficiaire**
Ministry of Water Resources and Meteorology

• **Outil de financement**
Prêt et subvention

• **Date de signature de la convention**
2024

• **Statut du projet**
En cours

• **Montants engagés par l'AFD**

91 M€ de prêt souverain de l'AFD

2 M€ de subvention du FFEM

Comptabilisation planète

95 % Climat
(55 % Adaptation
40 % Atténuation)

60 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afdphnompnh@afd.fr

© Sideth Muong / AFD





RÉDUIRE LES RISQUES DE CATASTROPHES DE L'ÉTAT DE L'HIMACHAL PRADESH

Inde



Population
1 438 M



IDH
134/189



PIB/habitant
2 697 USD

Le projet soutient un programme multisectoriel de réduction des risques climatiques et de catastrophes dans l'État de l'Himachal Pradesh, visant à renforcer la prévention et la préparation grâce à une meilleure gouvernance et à des capacités de réponse accrues.

LE CONTEXTE PAYS

L'Himachal Pradesh, un État situé dans les contreforts de l'Himalaya en Inde, est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique en raison de sa géographie montagneuse fragile. Le réchauffement climatique se manifeste par une fonte accélérée des glaciers et des neiges permanentes, ce qui perturbe l'approvisionnement en eau des rivières essentielles pour l'irrigation, l'hydroélectricité et l'eau potable. Les phénomènes climatiques extrêmes, tels que les fortes pluies, les glissements de terrain, les inondations soudaines et les sécheresses, deviennent plus fréquents, augmentant les risques pour les populations locales et les écosystèmes.

LE PROJET

Le programme a pour objectif de diminuer les risques de catastrophes dans l'Himachal Pradesh et de renforcer la résilience de la population ainsi que des activités locales face aux aléas naturels et à leur intensification liée au changement climatique. Élaboré avec le gouvernement local et en coopération avec les instances nationales de gestion des risques de catastrophes, il s'articule autour de trois axes : prévenir les risques de catastrophes, et plus particulièrement d'éboulement et de glissement de terrain ainsi que de feux de forêt grâce à des solutions fondées sur la nature (plantation d'essences adaptées stabilisant les versants) ; améliorer la gouvernance des risques (capacités institutionnelles et gestion des connaissances, sensibilisation et développement de la culture du risque notamment auprès des populations les plus vulnérables,

dont les femmes) ; renforcer la préparation aux catastrophes (systèmes d'alerte et moyens de réponse rapide). Une innovation clé est la mise en place d'un mécanisme de réponse d'urgence, prévoyant jusqu'à 10 % du budget mobilisable rapidement en cas d'événement extrême pour le relèvement précoce et la reconstruction.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le programme a pour objectif de renforcer la prévention et la réduction des catastrophes en actualisant les plans de gestion des risques pour l'État de l'Himachal Pradesh et ses districts, tout en soutenant des solutions opérationnelles face aux aléas tels que les glissements de terrain et les feux de forêt, notamment via des approches fondées sur la nature. Il contribue au renforcement durable des capacités des centres d'opérations d'urgence, en particulier au sein de l'Autorité de gestion des catastrophes de l'Himachal Pradesh et du Centre himalayen de réduction des risques. Le programme favorise également le développement d'une culture du risque, la mise en place de systèmes d'alerte précoce et l'amélioration de la réactivité financière pour permettre une réponse rapide et efficace en cas de catastrophe naturelle.

• **Bénéficiaire**
Gouvernement de l'Inde

• **Outil de financement**
Prêt souverain
et subvention

• **Date de signature
de la convention :**
2024

• **Statut du projet**
En cours

• **Montants engagés
par l'AFD**

81,9 M€
de prêt et

500 000 €
de subvention

Comptabilisation planète

94 % Climat
(94 % Adaptation)

10 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afdnewdelhi@afd.fr

© Anshula Menon / AFD





LUTTER CONTRE LES DÉBRIS PLASTIQUES MARINS

Indonésie



Population
281 M



IDH
112/189



PIB/habitant
4 925 USD

Ce projet, cofinancé par la KfW et la BAD, vise à lutter contre la pollution par les débris marins plastiques en Indonésie en améliorant la gestion des déchets plastiques sur terre comme en mer, en réduisant la production et la consommation de plastiques et en renforçant le système de collecte et de suivi des données.

LE CONTEXTE PAYS

L'Indonésie, quatrième pays le plus peuplé avec plus de 280 millions d'habitants et plus grand archipel du monde, se classe au second rang des pays contribuant à la pollution plastique, après la Chine. Ces déchets plastiques finissent par atteindre l'océan, ce qui a un impact négatif sur la biodiversité, la santé humaine et les millions d'Indonésiens qui vivent de la pêche et du tourisme. Le gouvernement indonésien s'est donc engagé à réduire la pollution plastique marine de 70 % avant la fin de l'année 2025. Ce programme de réformes politiques vise à soutenir cet objectif ambitieux.

LE PROJET

Le programme, cofinancé par l'AFD, la KfW et la Banque asiatique de développement, repose sur une matrice de politique publique cohérente avec les priorités du Plan d'action national indonésien sur les déchets plastiques qui vise à soutenir les premières réformes engagées par les autorités indonésiennes afin de lutter contre la pollution des débris marins et notamment des déchets plastiques, sur l'ensemble de la chaîne, de la production à leur rejet dans les mers et océans. Pour ce faire, le programme repose sur trois axes : amélioration du système de gestion des déchets plastiques par la mise en place de ressources dédiées et un renforcement des capacités des autorités maritimes et portuaires dans la collecte, le tri et le recyclage des déchets ; réduction

de la production et de la consommation de plastiques problématiques en créant un environnement réglementaire qui favorise la participation des producteurs à la réduction des déchets plastiques problématiques à la source, en interdisant le plastique à usage unique et en promouvant l'écoconception ; et enfin renforcement des outils de données et de suivi afin d'éclairer plus efficacement les décisions politiques.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Les réformes politiques visent à réduire la quantité de déchets plastiques marins. Cela diminuera les émissions de CO₂ liées au cycle de vie des déchets plastiques et aura un impact positif sur les écosystèmes marins et côtiers ainsi que sur la santé humaine et les conditions de travail des personnes les plus vulnérables.

- **Bénéficiaire**
République d'Indonésie
- **Outil de financement**
Prêt souverain
- **Date de signature de la convention**
2024
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
200 M€

Comptabilisation planète

72 % Climat
(5 % Adaptation
67 % Atténuation)

40 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afdjakarta@afd.fr

© Naja Bertolt Jensen / Unsplash





SOUTENIR LES REVENUS AGRICOLES DANS LE NORD

Jordanie



Population
11,4 M



IDH
99/189



PIB/habitant
4618 USD

Renforcement des petites exploitations agricoles, diversification des revenus, amélioration des conditions d'emploi dans le secteur agricole dans le nord de la Jordanie, au bénéfice de populations réfugiées ou jordanien(ne)s vulnérables.

LE CONTEXTE PAYS

La Jordanie, pays accueillant l'une des plus fortes proportions de réfugiés au monde, fait face à une pression importante sur son économie et ses ressources naturelles. Le chômage est élevé et la pauvreté touche particulièrement les réfugiés syriens, qui représentent une part importante de la population. Employés majoritairement dans l'agriculture, ces réfugiés travaillent souvent dans des conditions précaires, tandis que les femmes réfugiées restent limitées à des activités à domicile, freinées par des barrières sociales, économiques, et un manque de compétences. Bien que l'agriculture représente une faible part du PIB et de l'emploi, elle consomme plus de la moitié des ressources en eau du pays. En outre, les ressources en eau en Jordanie sont parmi les plus faibles au monde lorsqu'elles sont rapportées à la population. Et cette ressource en eau se raréfie du fait des impacts du changement climatique et de la hausse de la population, en grande partie associée à l'accueil de réfugiés. Pour relever ces défis, les politiques agricoles se concentrent sur une gestion durable de l'eau et la promotion de la souveraineté alimentaire. Le gouvernement facilite désormais l'accès des réfugiés syriens au marché agricole formel et soutient la formalisation des microentreprises à domicile pour améliorer les opportunités économiques des populations vulnérables.

LE PROJET

Le projet vise à renforcer l'autonomie économique des exploitations agricoles familiales et des travailleurs agricoles vulnérables syriens et jordanien(ne)s, en augmentant leurs revenus, en favorisant des pratiques agroécologiques et en améliorant leurs conditions de travail. Il comprend deux sous-projets : GrowEconomy, mené par Acted dans quatre gouvernorats, et le projet 20 Dunums for Change, porté par le Norwegian Refugee Council dans deux autres régions. La première composante soutient 1 500 petites exploitations pour améliorer productivité, diversification et accès aux marchés, en promouvant des pratiques adaptées au climat et une gestion économe de l'eau. La deuxième vise à diversifier les revenus des travailleurs agricoles précaires via des formations et un accompagnement. La troisième améliore les conditions de travail et encourage la participation des femmes.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet soutiendra directement 1 500 exploitations agricoles familiales, dont 565 dirigées par des femmes, touchant environ 9 000 personnes. Il bénéficiera aussi à 3 150 travailleurs saisonniers, dont 1 425 femmes et plus de 1 575 réfugiés syriens, grâce à la création ou au renforcement de 1 220 micro-entreprises et à l'amélioration des pratiques agricoles et commerciales. Par ailleurs, 9 050 entités (agriculteurs, ouvriers, ONG, employeurs) recevront des formations sur le droit du travail et une assistance légale pour assurer le respect des normes d'emploi, santé et sécurité. Enfin, 960 enfants seront accompagnés pour les protéger du travail précoce et soutenir leur développement.

- **Bénéficiaires**
Acted et Norwegian Refugee Council (NRC)
- **Outil de financement**
Subvention par le Fonds Paix et Résilience Minka de l'AFD
- **Date de signature de la convention**
2022
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
17 M€

Comptabilisation planète

50 % Climat
(50 % Adaptation)

Partenaires principaux



CONTACTS

afdamman@afd.fr

© AFD Amman





RENFORCER LES CAPACITÉS DE GESTION DE CATASTROPHES DONT LES RISQUES D'INONDATIONS

Liban



Population
5,7 M



IDH
109/189



PIB/habitant
3 478 USD

Ce projet vise à protéger les populations locales, notamment les plus vulnérables, des risques liés aux aléas naturels en finançant la mise en place d'actions de prévention et de réponse aux catastrophes au niveau local et national.

LE CONTEXTE PAYS

Depuis le début des années 2000, les inondations dans l'Akkar et la Bekaa se sont multipliées, portées par un accroissement des pluies torrentielles et un développement urbain peu régulé avec des constructions non planifiées près des cours d'eau. L'hiver 2019 a provoqué de graves inondations affectant plus de 200 000 personnes et mobilisant une aide humanitaire importante. Ces risques devraient augmenter à court terme avec le changement climatique, qui intensifie les fortes pluies. Déjà très pauvres, ces régions accueillent 63 % des réfugiés syriens au Liban, souvent logés dans des habitats précaires, ce qui accroît leur vulnérabilité face aux catastrophes climatiques.

LE PROJET

Conçu avec les institutions libanaises (DRM-U et CNRS-L) et s'appuyant sur l'expertise de la Croix-Rouge libanaise (CRL) en gestion locale des risques de catastrophes, le projet vise à prévenir et réduire les risques d'inondations en impliquant les communautés dans l'élaboration de plans d'action et en mettant en place un système pilote de gestion intercommunale des risques. Il renforce également la préparation à la réponse aux catastrophes en dotant les acteurs locaux des moyens nécessaires, tout en consolidant les capacités des institutions clés, notamment la DRM-U et la CRL, afin que cette dernière puisse élargir et pérenniser son approche au service des communautés.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet vise à réduire les risques d'inondation dans le bassin-versant de l'Oustwan (Akkar) par la mobilisation des communautés, l'élaboration de plans d'action locaux, la création d'un système pilote de gestion des risques et la réalisation de travaux d'infrastructures. La Croix-Rouge libanaise forme des unités municipales de gestion des risques et des équipes d'intervention d'urgence, avec plus de 50 micro-projets déjà menés. Solidarités International intervient rapidement pour limiter les impacts (nettoyage de canaux, drainage). La Croix-Rouge française, en partenariat avec le CNRS, développe des protocoles d'alerte précoce. Parallèlement, le CNRS a réalisé un diagnostic détaillé des vulnérabilités, capacités institutionnelles et infrastructures dans les bassins de l'Oustwan et du Ghzayel (Bekaa), aboutissant à une étude de faisabilité. À partir de juillet 2025, Solidarité International mettra en œuvre les travaux d'infrastructures adaptés pour atténuer les inondations, suivant une approche intégrée de gestion des risques.

- **Bénéficiaires**
Solidarités International, Croix-Rouge libanaise, Croix-Rouge française
- **Outil de financement**
Subvention par le Fonds Paix et Résilience Minka de l'AFD
- **Date d'octroi (par bailleur)**
2020
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
9,6 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat
(100 % Adaptation)

Partenaires principaux



CONTACTS

afdbeyrouth@afd.fr





CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DU MIX ÉNERGÉTIQUE EN FINANÇANT UNE CENTRALE SOLAIRE À GRANDE ÉCHELLE, ASSORTIE D'UNE CAPACITÉ DE STOCKAGE PAR BATTERIE

Ouzbékistan



Population
36 M



IDH
106/189



PIB/habitant
3 162 USD

Proparco, aux côtés de la Berd, KfW, DEG, IsDB et Standard Chartered Bank, participe au financement du projet Tashkent, une centrale solaire de 200 MW et un stockage d'énergie par batterie de 500 MWh à grande échelle en Ouzbékistan.

LE CONTEXTE PAYS

L'Ouzbékistan est confronté à des défis majeurs sur les plans climatique et énergétique. Très dépendant des ressources en eau transfrontalières (plus de 80 % de ses ressources hydriques sont importées), le pays subit les effets du changement climatique qui accentuent la raréfaction de l'eau, la désertification, la dégradation des terres et l'instabilité agricole, menaçant directement sa sécurité alimentaire. Le recul de la mer d'Aral illustre l'ampleur des pressions écologiques, tandis que les inondations soudaines et coulées de boue se multiplient, notamment dans le sud et l'est du pays, affectant environ 22 % de la population. Sur le plan énergétique, l'Ouzbékistan reste fortement dépendant du gaz naturel, qui alimente la majorité de sa production électrique, dans un contexte de hausse rapide de la demande. Pourtant, le pays dispose d'un immense potentiel en énergies renouvelables, en particulier solaire (97 % du potentiel renouvelable), dont à peine 0,3 % est exploité. Selon la stratégie de transition de la République d'Ouzbékistan vers une économie verte pour 2019-2030, l'Ouzbékistan vise à augmenter la part des énergies renouvelables dans la production totale d'électricité à plus de 25 % d'ici 2030.

LE PROJET

Le projet Riverside à Tachkent comprend un stockage d'énergie par batteries de 500 MWh et une centrale solaire de 200 MW. Le projet contribuera significativement aux ambitions énergétiques du gouvernement ouzbek qui vise 27 GW de capacité renouvelable en exploitation, représentant 25 % du mix énergétique, en 2030. La batterie accompagnera une fourniture stable et continue d'énergie produite par la centrale solaire et facilitera ainsi l'intégration de l'énergie produite par cette centrale solaire dans le système énergétique du pays. Ce projet contribuera à l'ambition du pays d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2060.

Ce projet est pionnier tant pour les bailleurs que pour le sponsor et illustre la politique énergétique ouzbèke de promotion des technologies innovantes : association d'une centrale solaire avec une capacité de stockage. Il s'agit du cinquième projet d'énergie renouvelable financé par Proparco dans le pays depuis 2021.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le financement permettra, sur une période de cinq ans, de soutenir environ 40 emplois directs liés au projet et plus de 1 000 emplois indirects au sein de la chaîne de valeur. Il facilitera également l'accès à une électricité nouvelle ou améliorée pour près de 76 000 personnes, tout en contribuant à éviter plus de 250 000 tonnes de CO₂ d'émissions chaque année.

- **Bénéficiaires**
ACWA Power Riverside Solar LLC
- **Outil de financement**
Prêt
- **Date de signature**
2024
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
50 M USD

Comptabilisation planète

100 % Climat
(100 % Atténuation)

Partenaires principaux



CONTACTS

tashkentoffice@afd.fr





APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONTRIBUTION DÉTERMINÉE NATIONALE DANS LES SECTEURS PRIORITAIRES DE LA GOUVERNANCE CLIMATIQUE, DE L'AGRICULTURE RÉSILIENTE, DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET DES TRANSPORTS BAS-CARBONE

Philippines



Population
115 M



IDH
113/189



PIB/habitant
3 985 USD

L'AFD accompagne les Philippines dans ses réformes pour un développement bas-carbone, résilient et inclusif, alignées sur l'Accord de Paris sur le climat en particulier dans les secteurs prioritaires de la gouvernance climatique, de l'agriculture résiliente, de la transition énergétique et des transports bas-carbone.

LE CONTEXTE PAYS

Les Philippines, très exposées aux catastrophes naturelles, sont particulièrement vulnérables au changement climatique. Le Giec prévoit une intensification des typhons et une montée du niveau de la mer, menaçant le littoral, avec des pertes économiques pouvant atteindre 13,6 % du PIB d'ici 2040. L'agriculture et les ressources naturelles, économiquement majeures, restent très dépendantes du climat malgré les progrès technologiques. Les secteurs de l'énergie et du transport représentent 56 % des émissions du pays, alors que 79 % de l'électricité était fossile en 2020, soulignant la nécessité d'accélérer le développement des énergies renouvelables pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles et limiter les GES. Dans ce contexte, le gouvernement a soumis sa première Contribution déterminée au niveau national (CDN) aux Nations unies en avril 2021, mais le financement des réformes reste dépendant des ressources extérieures. Depuis 2022, l'AFD et la Banque asiatique de développement (BAD) soutiennent ces efforts, rejoints par la Jica en 2024 pour leur première opération tripartite en Asie.

LE PROJET

Le programme appuie la mise en œuvre rapide des réformes clés de la CDN des Philippines. Il combine prêt budgétaire, appui technique, mobilisation des financements publics et privés, ainsi que dialogue politique pour soutenir une transition inclusive et bas-carbone. Les réformes ciblent trois axes :

- Renforcer la planification, le financement et la coordination institutionnelle pour l'action climatique.
- Accroître la résilience des populations et des écosystèmes via des pratiques agricoles adaptées et une meilleure gestion des ressources naturelles.
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs de l'énergie et des transports.

Le programme s'appuie sur une matrice de politiques publiques avec des indicateurs de suivi et d'impact, dont l'ambition progresse au fil des étapes.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Ce projet soutient une croissance verte et inclusive, favorisant une économie à faibles émissions et plus résistante aux impacts du changement climatique, tout en réduisant les inégalités, notamment pour les populations rurales et les femmes. D'ici 2027, il prévoit la mise en œuvre de la moitié des mesures de la CDN, l'accès à des services climatiques pour 6 millions d'exploitations, un produit d'assurance agricole paramétrique, cinq pôles d'agriculture biologique, 42 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique, et l'électrification de 99 % des zones isolées. Le Cirad apporte un appui technique, notamment en recherche sur l'agriculture résiliente et la valorisation des indications géographiques protégées (mangue, riz, café, fibres textiles).

- **Bénéficiaire**
République des Philippines
- **Outil de financement**
Prêt de politique publique
- **Date d'octroi**
2024
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
250 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat
(50 % Adaptation
50 % Atténuation)

13 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afdmanille@afd.fr

© Ezra Acayan





ACCOMPAGNER UN LEADER DU TEXTILE DANS SA STRATÉGIE DURABLE

Turquie



Population
85 M



IDH
45/189



PIB/habitant
15 473 USD

Proparco accompagne la société Re&Up pour augmenter sa capacité de production de fibres recyclées et de recyclage textile de nouvelle génération, en utilisant de l'électricité produite à partir de sources d'énergie 100 % renouvelables, contribuant ainsi pleinement à la transition verte du secteur.

LE CONTEXTE PAYS

La Turquie est un acteur clé de l'industrie textile mondiale, avec environ 10 % de son PIB et un chiffre d'affaires de plus de 36 milliards de dollars en 2021. L'Union européenne constitue 65 % de ses exportations textiles. Chaque année, plus de 100 millions de tonnes de déchets textiles sont produits dans le monde, dont 7 à 7,5 millions en Europe, un phénomène renforcé par la *fast-fashion*. Face à ces enjeux, la Turquie investit dans la durabilité, avec une hausse de 20 % des exportations de textiles durables en 2023, cherchant à jouer un rôle majeur dans la chaîne d'approvisionnement mondiale.

Re&Up, filiale récente de Sanko Holding, se spécialise dans le recyclage textile en transformant les déchets en nouvelles fibres utilisables. Grâce à une technologie innovante, elle sépare les matériaux mélangés (coton/polyester) pour les recycler efficacement, une avancée importante pour le secteur. Re&Up ambitionne de devenir un leader mondial du recyclage textile d'ici 2030, avec des projets d'expansion vers d'autres matériaux.

LE PROJET

Après un premier prêt à Sanko signé en 2021, Proparco soutient l'investissement de Re&Up dans le recyclage respectueux de l'environnement et sa stratégie à long terme pour aider à accélérer la transition de l'industrie textile vers un modèle circulaire. L'investissement permettra à Re&Up d'augmenter sa capacité en construisant une nouvelle usine de séparation de matières et de recyclage de coton à Gaziantep, avec des équipements comprenant l'installation de panneaux solaires en toiture d'une capacité de 8,4 MW pour l'autoconsommation.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Re&Up exerce déjà son activité à Bursa pour les opérations de polyester et à Gaziantep pour les opérations de coton. Le projet permettra d'augmenter les capacités de recyclage mécanique du coton de 45 kt/an pour Gaziantep, et les capacités de séparation de 48 kt/an. Le nouvel investissement de Re&Up utilisera de l'électricité produite à partir de sources d'énergie 100 % renouvelables, contribuant au verdissement du secteur.

- **Bénéficiaire**
Re&Up
- **Outil de financement**
Prêt
- **Date de signature de la convention**
2024
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par Proparco**
70 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat
(100 % Atténuation)

Partenaires principaux



CONTACTS

afdistanbul@afd.fr
proparco@proparco.fr

© Re&Up





SOUTENIR LA PRÉVENTION DES INONDATIONS ET DES ÉROSIONS DANS LA PROVINCE DE BAC KAN EN ACCOMPAGNANT LES AUTORITÉS LOCALES POUR DIVERSIFIER LEUR STRATÉGIE D'ADAPTATION

Vietnam



Population
100 M



IDH
107/189



PIB/habitant
4717 USD

Le projet prévoit des aménagements hydrauliques pour la prévention des inondations et des érosions liées à la rivière Cau tout en accompagnant les autorités locales pour diversifier leur stratégie d'adaptation.

LE CONTEXTE PAYS

Le développement urbain de la ville de Bac Kan ces dernières décennies s'est traduit par une vulnérabilité accrue, sans que les infrastructures hydrauliques soient modernisées pour prévenir et atténuer les risques d'inondation et d'érosion. En cas d'événements climatiques extrêmes, la vie et l'économie des populations riveraines peuvent être gravement affectées.

La ville s'est densifiée autour de son centre historique, sur la rive sud de la rivière Cau, dans un territoire montagneux et fragmenté, difficile à aménager. Le système de drainage urbain, sous-dimensionné et mal entretenu, ne gère pas efficacement les eaux et sédiments du bassin-versant, provoquant l'envasement, des inondations locales et des impacts environnementaux.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet améliorera le développement urbain et l'environnement à Bac Kan en intégrant des infrastructures climato-résilientes et des solutions naturelles, améliorant ainsi l'économie locale et la qualité de vie de 57 000 habitants. Il renforcera aussi les capacités locales en prévention des inondations via des cartes de risques, une analyse hydrologique détaillée et une étude du comportement de la rivière Cau face aux événements météorologiques, pour mieux réduire les risques et impacts d'inondation.

LE PROJET

Le projet vise à améliorer la gestion intégrée des rivières Cau, Nong Thuong et Pa Danh pour limiter les impacts des inondations, sécheresses et érosions sur les populations et leurs biens, tout en soutenant le développement socio-économique face au changement climatique. Il prévoit de protéger les terres habitées et agricoles contre l'érosion, de mieux gérer les crues et les eaux usées, de sécuriser l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation via la construction de deux déversoirs, de créer des espaces écologiques le long de la rivière Cau afin de prévenir des risques d'inondation et d'érosion grâce à des solutions fondées sur la nature, et d'appuyer techniquement la gestion urbaine et la diversification des stratégies d'adaptation aux impacts du changement climatique.

- **Bénéficiaire**
Province de Bac Kan
- **Outil de financement**
Prêt souverain et subvention européenne

- **Date d'octroi**
2024

- **Statut du projet**
En cours

- **Montants engagés**
18,5 M€
de l'AFD
1,5 M€
de subvention UE de la
Facilité d'investissement
pour l'Asie et le Pacifique

Comptabilisation planète

94 % Climat
(94 % Adaptation)

20 % Biodiversité

Partenaires principaux



CONTACTS

afdhanoi@afd.fr





Multipays



- 58. *Contribuer à la facilité multi-bailleurs
Global Shield Solutions Platform*
- 59. *Biodev2030 : intégrer la biodiversité
au développement*
- 60. *Facilité Carbone bleu : accélérer
la protection et la restauration
des écosystèmes marins et côtiers
de carbone bleu*
- 61. *Facilité 2050 : promouvoir un
développement bas-carbone
et résilient*



CONTRIBUER À LA FACILITÉ MULTI-BAILLEURS GLOBAL SHIELD SOLUTIONS PLATFORM : DÉVELOPPER LES SOLUTIONS D'ASSURANCE POUR RÉDUIRE LES PERTES FINANCIÈRES LIÉES AUX RISQUES CLIMATIQUES RÉSIDUELS

Ghana, Sénégal, Gambie, Rwanda, Madagascar, Somalie, Malawi, Costa Rica, Pérou, îles du Pacifique, Pakistan, Philippines, Bangladesh

Ce financement est une contribution française aux côtés de partenaires bilatéraux européens pour développer des solutions d'assurance contre les risques climatiques adaptées aux États et populations les plus vulnérables.

- **Bénéficiaire**
Facilité Global Shield
Solutions Platform
et Expertise France
- **Outil de financement**
Subvention
- **Date de signature
de la convention**
2023
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
35 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat
(100 % Adaptation)

Partenaires principaux



CONTACTS

gssp@fs.de

© GSSP

LE CONTEXTE

Les pertes et préjudices désignent les impacts négatifs du changement climatique sur les systèmes humains et naturels, malgré les efforts d'atténuation et d'adaptation. Ces impacts négatifs constituent des risques climatiques résiduels. Les pays doivent mettre en place des stratégies financières adaptées pour limiter leurs pertes économiques et financières. Pour développer les financements pré-arrangés, notamment les solutions assurantielles de transfert de risques, l'Allemagne a lancé en 2022 l'initiative Global Shield. Celle-ci a pour objectif de coordonner les bailleurs et de promouvoir des mécanismes de protection et d'assurance contre les risques climatiques. L'initiative repose sur deux axes principaux :

- Un dialogue multi-acteurs dans chaque pays sur le financement des risques liés aux catastrophes.
- Le financement de mécanismes et solutions financières de gestion des risques, y compris assurantiels, via des véhicules financiers tels que la Global Shield Solutions Platform (GS-SP), à laquelle la France contribue aux côtés de l'Allemagne, de la Commission européenne, du Danemark, de l'Irlande et du Luxembourg.

LE PROJET

Le projet a pour objectif de renforcer la résilience financière des États vulnérables et de leurs populations face aux chocs climatiques, en s'appuyant sur trois axes : contribuer à l'élaboration, dans chaque pays, de stratégies de financement des risques liés aux catastrophes ; financer certains besoins identifiés par les pays en matière de protection ; et mobiliser le secteur privé, notamment les assurances, via des partenariats public-privé. Il se décline principalement en deux volets : l'animation d'un dialogue multi-acteurs dans certains pays, et le financement ainsi que le développement de mécanismes de protection et de transfert des risques climatiques.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

La facilité GS-SP financera les besoins exprimés par les 13 pays et régions participant à l'initiative, renforçant ainsi la diversité des solutions disponibles pour la gestion des risques de catastrophe. Les ressources mobilisées par Expertise France contribueront au dialogue national en amont et permettront de développer, au-delà des pays de l'initiative, des solutions assurantielles destinées aux banques et aux entreprises publiques (énergie, eau, transport) dont les actifs ou revenus sont particulièrement exposés aux risques climatiques. Par ailleurs, le projet accordera une attention particulière à la promotion de l'égalité femmes-hommes dans toutes ses activités.





- **Bénéficiaire**
Biodev2030 – Phase II
- **Outil de financement**
Subvention
- **Date du projet**
2019-2026
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD pour la phase 2**
10 M€

Comptabilisation planète

75 % Climat
(37 % Adaptation
38 % Atténuation)

Partenaires principaux



CONTACTS

<https://www.biodev2030.org/contact/>

© Biodev2030

INTÉGRER LA BIODIVERSITÉ AU DÉVELOPPEMENT

Bénin, Cameroun, République démocratique du Congo, Éthiopie, Fidji, Gabon, Guinée, Guyana, Kenya, Madagascar, Mozambique, Ouganda, Sénégal, Tunisie, Vietnam

Biodev2030 vise à réconcilier biodiversité et développement en favorisant des changements de pratiques productives dans les secteurs d'activité clés de 15 pays pilotes, grâce au dialogue multi-acteurs.

LE CONTEXTE

La sauvegarde de la biodiversité est indispensable pour assurer la production des biens et services vitaux comme la nourriture, le bois, la séquestration du carbone et la régulation de l'eau. Il est aujourd'hui urgent d'inverser le déclin de la biodiversité d'ici à 2030 et de restaurer la nature d'ici à 2050. En décembre 2022, les parties à la Convention sur la diversité biologique ont adopté le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, affirmant une forte ambition pour un monde en harmonie avec la nature. Dans cette optique, le projet Biodev2030 a été lancé fin 2019 afin de contribuer à l'intégration de la biodiversité dans les stratégies de développement économique de 15 pays pilotes.

CARACTÈRE INNOVANT DU PROJET

Le projet Biodev2030 propose une démarche innovante d'intégration transversale de la biodiversité, basée sur la science et le dialogue multi-acteurs. Il vise notamment à favoriser l'émergence d'une vision nationale d'intégration sectorielle de la biodiversité, et à appuyer les changements de pratiques productives.

LE PROJET

Le projet Biodev2030 consiste à apporter aux gouvernements de 15 pays les moyens pour :

- Identifier les principales menaces qui pèsent sur la biodiversité et les secteurs d'activité économique stratégiques pour le pays.
- Engager les acteurs du privé à modifier leurs pratiques productives.
- S'accorder sur les instruments de politiques publiques sectorielles à mettre en place pour réduire les pressions.
- Développer des projets pilotes à l'échelle des territoires.

En phase II, une étude identifie les instruments de politiques publiques sectorielles à introduire, supprimer ou réformer dans les 15 pays. Des ateliers nationaux rassemblent les acteurs pour définir les mesures prioritaires à mettre en œuvre. Au niveau local, des ateliers réunissent la société civile, les communautés, les autorités décentralisées et les entreprises pour faire émerger des projets pilotes visant à changer les pratiques productives.





FACILITÉ CARBONE BLEU : ACCÉLÉRER LA PROTECTION ET LA RESTAURATION DES ÉCOSYSTÈMES MARINS ET CÔTIERS DE CARBONE BLEU

Costa Rica, Équateur, Colombie, Tunisie, Sénégal, Guinée-Bissau, Tanzanie, Mozambique, Madagascar, Turquie, Bangladesh, Inde, Vietnam, Cambodge, Philippines, Papouasie-Nouvelle-Guinée, îles du Pacifique

- **Bénéficiaires**
Cambodge, Costa-Rica, Équateur et Tunisie. Les autres pays sont en cours de discussion.
- **Outil de financement**
Subvention
- **Date de signature de la convention**
2024
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
6 M€

Comptabilisation planète

100 % Climat
(50 % Adaptation
50 % Atténuation)

100 % Biodiversité

Partenaires principaux



EN SAVOIR PLUS

<https://www.afd.fr/fr/facilite-carbone-bleu-financement-protection-restauration-ecosystemes-marins>

© Pierre Terdjman / AFD

La facilité Carbone bleu est destinée à accélérer la protection et la restauration des écosystèmes marins et côtiers de carbone bleu, en préparant les conditions de projets pérennes via des activités de connaissance, de prise en compte par les politiques publiques et de démonstration de l'efficacité de nouveaux mécanismes de financement.

LE CONTEXTE

Le carbone bleu correspond au CO₂ stocké par les écosystèmes côtiers (mangroves, herbiers, marais), qui séquestrent jusqu'à quatre fois plus de carbone que les forêts terrestres. Ces écosystèmes jouent un rôle clé pour l'atténuation du climat, la résilience, la biodiversité et la sécurité alimentaire des populations côtières. Menacés par l'urbanisation, la pollution, la surexploitation et le changement climatique, ils nécessitent davantage de recherches, d'intégration dans les politiques publiques, de projets de restauration et de financements, surtout dans les pays soutenus par l'AFD où les conditions d'intervention durable restent difficiles.

LE PROJET

La facilité Carbone bleu va préparer les conditions de projets pérennes dans une quinzaine de pays d'intervention de l'AFD. L'initiative accompagnera le renforcement des capacités du pays selon une approche progressive, adaptée à la diversité des contextes nationaux et à la maturité des acteurs. Elle s'articulera autour de trois axes : améliorer les connaissances sur les écosystèmes côtiers, intégrer leur préservation

dans les politiques publiques, et étudier puis expérimenter des mécanismes de financement adaptés.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

Les actions de la facilité visent à renforcer les compétences et les connaissances des acteurs sur l'état, la nature et les services rendus par les écosystèmes concernés. Elles permettent également la réalisation d'études, de recommandations et d'assistances techniques en faveur d'une meilleure intégration et protection des écosystèmes de carbone bleu dans les stratégies, programmes et politiques publiques. Enfin, de nouveaux mécanismes de financement sont proposés et testés afin de garantir la pérennité des actions de préservation.



FACILITÉ 2050 : PROMOUVOIR UN DÉVELOPPEMENT BAS-CARBONE ET RÉSILIENT

Une trentaine de pays concernés

La Facilité 2050 accompagne une trentaine de pays en développement parmi les plus émissifs et/ou les plus vulnérables dans leur transition vers un modèle de développement bas-carbone et résilient.

LE CONTEXTE

Les effets du réchauffement climatique (montée des mers, sécheresses, inondations, etc.) menacent les trajectoires de développement des pays les plus pauvres et fragilisent les progrès socio-économiques récents. Faute de pouvoir quantifier les impacts à venir, de nombreux gouvernements peinent à financer des politiques adaptées. Les acteurs du développement doivent désormais intégrer le climat à tous les niveaux de décision, en mobilisant des financements pour l'adaptation et la réduction des émissions, notamment dans les secteurs de long terme comme l'énergie, l'agriculture, la foresterie, les transports et l'aménagement. L'article 4.19 de l'Accord de Paris rappelle que les États doivent formuler des stratégies à long terme de développement bas-carbone. La Facilité 2050, mise en place dans le cadre de la stratégie Climat-développement 2017-2022, active depuis 2018, répond à cette attente.

LE PROJET

La Facilité 2050 aide les pays à élaborer des stratégies de développement à long terme, bas-carbone et résilientes, essentielles à la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Elle renforce le dialogue de politiques publiques et oriente le déploiement des financements de l'AFD. Depuis 2018, elle a accompagné 38 pays à travers 99 appuis :

- Modélisation sectorielle, notamment dans l'électricité (Chine, Inde, Vietnam, Pakistan, Indonésie, Mexique, Algérie, Maroc, Nigeria, Sénégal) et l'Afolu (Brésil, Namibie, Mozambique).
- Élaboration de stratégies de long terme, incluant la revue des plans nationaux, la construction de scénarios de décarbonation, l'intégration de l'adaptation, l'identification des secteurs prioritaires, l'estimation des besoins d'investissement et le suivi-évaluation (Cambodge, Colombie, Burkina Faso, Éthiopie, Maurice, Maroc,

Vanuatu, Sénégal, Nigeria, Costa Rica, Équateur, Mexique, Vietnam). Le modèle Gemmes complète parfois ces analyses par un couplage macroéconomique et financier (Maroc, Vietnam, Colombie).

- Analyse des risques de transition et macroéconomiques, évaluant l'exposition des secteurs aux risques bas-carbone et leurs effets sur la devise, la fiscalité, l'emploi et les revenus (Indonésie, Mexique, Ghana, Rwanda).
- Les appuis intègrent désormais les trajectoires climat-nature et visent à les opérationnaliser via le soutien aux politiques publiques et l'assistance technique pour concrétiser les plans d'investissement liés aux partenariats JET-P.

LES RÉSULTATS ATTENDUS

La publication de stratégies de long terme appuyées par l'AFD (Cambodge, Colombie, Éthiopie, Nigeria, Vanuatu, Maroc, Burkina Faso, Maurice) illustre l'intégration d'objectifs ambitieux, comme les cibles de renouvelables du Sénégal dans le cadre du JET-P ou les engagements de neutralité du Maroc.

Ces stratégies s'accompagnent de financements, notamment de prêts de politique publique (Mexique, Philippines, Rwanda, Bangladesh, Afrique du Sud, Serbie, Indonésie, République dominicaine, Costa Rica), souvent en cofinancement avec des banques multilatérales.

Les approches récentes privilégient des volets ciblés et concrets :

- Modélisation des risques de transition, incluant l'impact de mesures comme le CBAM (Indonésie, Rwanda, Serbie).
- Déploiement opérationnel, via les plateformes JET-P (Afrique du Sud, Indonésie) et les ministères du Plan et de l'Énergie (Inde).
- Analyses pionnières, sur les liens entre transition et écosystèmes (Afrique du Sud) ou les risques physiques (Ghana).

- **Bénéficiaires**
38 pays en 2024
- **Outil de financement**
Subvention
- **Date de création**
2018
- **Statut du projet**
En cours
- **Montant engagé par l'AFD**
30 M€

Comptabilisation planète
100 % Climat

Partenaires principaux



EN SAVOIR PLUS

<https://www.afd.fr/fr/trajec-toires-2050-bas-carbone-as-sistance-technique>



Lexique

C2D (Contrat de désendettement et de développement) : en échange de l'annulation d'une dette souveraine, l'État bénéficiaire verse les montants qui auraient été dus au titre des échéances de cette dette sur un fonds de développement dont l'usage est géré conjointement par le prêteur et l'État concerné. L'AFD met ou a mis en œuvre des C2D dans les pays suivants : Côte d'Ivoire, Guinée.

Financement budgétaire : ce financement s'intègre dans un processus de dialogue de politiques publiques. Il est versé directement au budget du pays bénéficiaire sous conditions.

IDFC (International Development Finance Club) : groupe de 27 banques publiques de développement engagées dans des pratiques de développement durable.

Ligne de crédit : il s'agit d'un droit de tirages donné par l'AFD à une banque de tirer des fonds jusqu'à un plafond fixé et pendant une période donnée. Ce mécanisme permet à la banque bénéficiaire d'accorder des crédits à des bénéficiaires selon des conditions définies conjointement avec l'AFD (nature de l'activité financée, type de bénéficiaires...).

Prêt non souverain : prêt à une entité publique sans garantie de l'État, une entreprise ou une collectivité locale sans garantie de l'État.

Prêt souverain : prêt à un État étranger ou une entité publique bénéficiant de la garantie de l'État.

Taxonomie : liste de matériel et/ou d'activités considérés comme ayant un impact favorable sur le climat ou la biodiversité. La taxonomie verte européenne a été adoptée en 2022. La Colombie est le premier pays d'Amérique latine à avoir publié une taxonomie verte la même année. En Europe, et pour les institutions financières, elle constitue une référence pour évaluer la durabilité des investissements réalisés.

Pour un monde en commun

Le groupe AFD finance et accélère les transitions pour un monde plus juste, sûr et résilient, en s'engageant pour les populations avec ses partenaires, partout dans le monde. Fort de ses entités complémentaires – l'Agence française de développement pour les financements publics, Proparco pour l'investissement privé responsable, et Expertise France pour l'expertise technique – le Groupe répond à tous les enjeux liés au développement durable. Engagé dans plus de 160 pays ainsi que dans les Outre-mer, il adapte ses interventions aux réalités du terrain, soutenant activement les initiatives locales. Avec plus de 4 000 projets alignés sur les Objectifs de développement durable (ODD), le groupe AFD, au nom des Français, mobilise tous les acteurs engagés dans le développement économique et la préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes ou encore la santé mondiale. Du côté des autres, pour un monde en commun.



www.afd.fr

Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd_france

5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris cedex 12 - France

Tél. : +33 1 53 44 31 31